ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 17 août 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°964 ■

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

13 morts et 285 blessés en 24 heures

P 16

RÉUTILISATION DES EAUX ÉPURÉES DANS L'AGRICULTURE

Un levier pour renforcer la sécurité alimentaire

Face à la pression croissante sur les ressources en eau conventionnelles, l'Algérie accélère sa politique de valorisation des eaux usées épurées, considérées désormais comme une ressource stratégique pour accompagner l'extension des superficies agricoles irriguées et renforcer la sécurité alimentaire.
Cette orientation prend une importance particulière dans l'Ouest du pays, où les ressources superficielles sont davantage soumises au déficit hydrique. P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nécessité de renforcer la production locale des dispositifs médicaux

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, a insisté, hier à Alger, sur l'importance d'accélérer la transition de l'importation des dispositifs médicaux vers leur production locale, dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités nationales et à consolider la sécurité sanitaire.

P 2

LIGNE MINIÈRE DE L'EST

Cap sur l'achèvement des travaux dans les délais

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a appelé les entreprises chargées de la réalisation de la Ligne minière de l'Est à renforcer leur mobilisation et à respecter les délais fixés pour l'achèvement des différents ouvrages. Au terme de deux jours de visites de terrain à travers plusieurs sites du projet dans la wilaya de Souk Ahras, le ministre a présidé une réunion de travail et de coordination avec l'ensemble des intervenants.

P 5

FONCIER AGRICOLE

Plus de 4 millions d'hectares attribués

L'Office national des terres agricoles (ONTA) a révélé que plus de 4 millions d'hectares de terres, englobant plusieurs formules, ont été attribués au profit de plus de 279 000 bénéficiaires. Il a également fait état de l'enregistrement de 4 925 demandes de cession du droit de concession dans le cadre de la loi 10-03, ainsi que de 2 934 demandes d'exercice du droit de préemption.

P 3

EN PRÉVISION DE LA SAISON DES PLUIES

Lancement d'une campagne nationale de nettoyage et d'assainissement P 2

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Une réunion régionale des agences MENA prévue le 22 septembre à Alger P 4

MILA

Les capacités de stockage de céréales et légumes secs augmentent à plus de 2 millions quintaux P 6

FORMATION PROFESSIONNELLE

Introduction de 8 nouvelles spécialités à Sétif pour la session Octobre 2026

La nomenclature des formations professionnelles dans la wilaya de Sétif a été renforcée, en prévision de la session d'octobre 2026, par huit nouvelles spécialités, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.
Le chef du service de la formation continue et du partenariat à cette direction, Salah Guessasse, a précisé à l'APS que ces nouvelles spécialités concernent "l'appui aux technologies de l'information et la maintenance des micro-ordinateurs", "chauffeur de moissonneuse", "technicien de laboratoire de traitement de l'eau", "recyclage du carton", "recyclage du plastique", "taille et greffe des arbres fruitiers", "agent d'hygiène et de sécurité pour les chantiers du bâtiment" et "ouvrier de ferme".
L'introduction de ces spécialités s'inscrit dans le cadre de la focalisation sur les spécialités à caractère prioritaire adaptées à la demande du marché de l'emploi et du secteur économique ainsi qu'aux attentes des demandeurs de formation de sorte à renforcer les opportunités de recrutement et de création d'entreprises en tant que source de richesses et d'emplois nouveaux, a expliqué la même source.
Ces nouvelles spécialités s'ajouteront à près de 200 spécialités enseignées aux centres et instituts de formation professionnelle des 60 communes de la wilaya de Sétif, selon la même source qui a rappelé que la session d'octobre prochain offre 12.443 postes pédagogiques répartis sur les divers types de formation.
La wilaya de Sétif compte 54 établissements de formation totalisant une capacité théorique de 12.328 postes dont 4 instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle, un centre d'excellence, 28 CFPA et 24 établissements privés, selon la direction du secteur.

APS

CONCOURS "MEDIA STAR"

Le 31 août, dernier délai pour soumettre les candidatures

L'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo Algérie a rappelé les journalistes souhaitant participer à la 19e édition du concours "Media Star" que la date limite de soumission des candidatures a été fixée pour le lundi 31 août courant, indique dimanche un communiqué de l'opérateur. Rappelant que cette édition traite d'une thématique d'actualité majeure, à savoir "L'impact de l'intelligence artificielle et de la technologie 5G sur les transformations socio-économiques en Algérie", la même source a précisé que les journalistes peuvent soumettre leurs candidatures directement en ligne via l'adresse http://ore.do/media-star-participation ou les envoyer à l'adresse électronique "MediaStar@ooredoo.dz". Le concours est ouvert aux travaux journalistiques réalisés en langues arabe, tamazight, française et anglaise, publiés ou diffusés sur les médias algériens durant la période allant du 15 août 2025 au 31 août 2026, rappelle le communiqué.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nécessité de renforcer la production locale des dispositifs médicaux

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, a insisté, hier à Alger, sur l'importance d'accélérer la transition de l'importation des dispositifs médicaux vers leur production locale, dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités nationales et à consolider la sécurité sanitaire.

Synthèse R E.

M. Kouidri s'exprimait lors d'une rencontre avec des représentants de la Confédération algérienne du patronat (CAP), organisée au siège du ministère dans le cadre des consultations régulières avec les partenaires professionnels et les opérateurs économiques.
La réunion a été consacrée au suivi des conclusions de la précédente rencontre avec les représentants de la Confédération et à l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations formulées, notamment celles relatives aux préoccupations professionnelles liées à la commercialisation et à la disponibilité des dispositifs médicaux.
Les discussions ont également porté sur les mesures et facilitations mises en place au profit des opérateurs économiques, notamment celles visant à simplifier et accélérer les procédures d'obtention des autorisations relatives aux programmes prévisionnels d'importation, ainsi que sur le renforcement des mécanismes d'accompagnement des opérateurs. Ces mesures devraient contribuer à améliorer les conditions d'exercice de l'activité et à assurer la continuité de l'approvisionnement du marché national en dispositifs médicaux.
A cette occasion, le ministre a mis en avant la nécessité d'œuvrer progressivement à la réduction de la dépendance aux importations, en encourageant l'investissement productif et en valorisant les compétences et les capacités nationales disponibles dans le domaine de la fabrication des dispositifs médicaux. Cette orientation, qui vise à accroître les capacités de production nationale, participe également aux efforts visant à renforcer la sécurité et la souveraineté sanitaires du pays.
De leur côté, les représentants de la CAP ont salué cette orientation et exprimé leur disponibilité à poursuivre le développement de leurs investissements et à élargir leurs activités dans le domaine de la production des dispositifs médicaux, afin de contribuer davantage à la satisfaction des besoins du marché national et au renforcement de la production locale.

RENOUVELLEMENT DES BUS DE PLUS DE 25 ANS

La BEA lance un crédit bancaire

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) met en place un dispositif exceptionnel de crédit d'investissement destiné aux professionnels du transport de voyageurs souhaitant remplacer leurs bus âgés de plus de 25 ans. Cette mesure vise à faciliter le renouvellement du parc de transport collectif et à accompagner les opérateurs dans l'acquisition de nouveaux véhicules.
Selon un communiqué de la banque, le dispositif s'adresse aux professionnels du transport de voyageurs, personnes physiques ou morales, disposant notamment de l'attestation d'éligibilité délivrée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi que de toutes les autorisations d'exploitation requises.
Concernant le montant du financement, la BEA indique que le crédit peut couvrir jusqu'à 90 % TTC du prix d'achat du véhicule. La contribution personnelle minimale est fixée à 10 % du prix d'achat TTC. Le taux d'intérêt est, quant à lui, établi à 5,5 % par an, hors taxes, sur le montant utilisé. Le remboursement du crédit s'effectuera par échéances trimestrielles. La banque précise également que le remboursement anticipé, total ou partiel, est autorisé.
S'agissant des garanties exigées, le dispositif prévoit notamment le nantissement du bus financé, une assurance tous risques avec délégation des droits au profit de la banque, ainsi qu'une assurance décès et invalidité pour les personnes physiques.
Pour les personnes physiques, le dossier de financement doit comprendre une demande de financement signée, l'attestation d'éligibilité, une copie de la carte nationale d'identité biométrique accompagnée d'un certificat de résidence, le registre du commerce, les factures proforma du bus ainsi que l'assurance. Le demandeur doit également fournir un engagement de domiciliation de ses revenus auprès de la banque, une autorisation de consultation du registre des risques de la Banque centrale, ainsi qu'un état prévisionnel des recettes et des dépenses. Pour les personnes morales, le dossier doit également comporter, en plus des documents précités, un extrait officiel du registre du commerce (BOAL), le numéro d'identification fiscale (NIF), une étude de faisabilité (Business Plan), les bilans des trois derniers exercices accompagnés du rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, ainsi que les attestations de régularité auprès de la CASNOS et de la CNAS et le relevé d'identité bancaire (RIB).

Synthèse R E.

EN PRÉVISION DE LA SAISON DES PLUIES

Lancement d'une campagne nationale de nettoyage et d'assainissement

La campagne nationale préventive d'entretien et de nettoyage des réseaux d'assainissement et des canalisations d'évacuation des eaux pluviales a été lancée, dimanche, à travers les différentes wilayas du pays, en prévision des éventuelles intempéries, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Cette campagne intervient "en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à renforcer les mesures préventives et à hisser le niveau de préparation en prévision des intempéries, dans le cadre des préparatifs de la saison automnale, sous la supervision et le suivi sur le terrain des walis de la République", note le communiqué.
La campagne porte notamment sur "des opérations intensives de nettoyage et de curage des réseaux d'assainissement et des avaloirs, ainsi que l'élimination de la terre, des sédiments, déchets et obstructions, outre le nettoyage et l'entretien des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, afin d'assurer la capacité opérationnelle de ces infrastructures et d'améliorer leur rendement".
Les interventions comprennent également "le traitement des points noirs et la résorption des insuffisances enregistrées, avec l'intensification des opérations de maintenance préventive, ce qui contribuera à assurer la fluidité de l'évacuation des eaux et à renforcer le niveau de préparation à travers les différentes wilayas".
Cette campagne s'inscrit dans le cadre "d'une approche préventive fondée sur la préparation de cette opération, l'intervention préventive et le suivi continu sur le terrain, en coordination entre les différents services et établissements concernés, afin de renforcer la capacité opérationnelle des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux et de préserver la sécurité des citoyens et des biens".

APS

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉUTILISATION DES EAUX ÉPURÉES DANS L'AGRICULTURE

Un levier pour renforcer la sécurité alimentaire

Face à la pression croissante sur les ressources en eau conventionnelles, l'Algérie accélère sa politique de valorisation des eaux usées épurées, considérées désormais comme une ressource stratégique pour accompagner l'extension des superficies agricoles irriguées et renforcer la sécurité alimentaire. Cette orientation prend une importance particulière dans l'Ouest du pays, où les ressources superficielles sont davantage soumises au déficit hydrique.

Par Réda Hadi

En effet, une nouvelle étape vient d'être franchie à Sidi Bel-Abbès, où le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a procédé, dans la commune de Ras El-Ma, à la pose de la première pierre d'un périmètre d'irrigation agricole d'une superficie de 100 hectares. Le projet sera entièrement alimenté par des eaux traitées issues de la station d'épuration des eaux usées de la commune.

À travers cette opération, les pouvoirs publics veulent démontrer que les eaux épurées peuvent constituer une source complémentaire pour l'agriculture, notamment dans les régions où les barrages et les nappes souterraines ne peuvent répondre, à eux, à seuls à la croissance des besoins. Pour le ministre, la diversification des sources d'approvisionnement et la valorisation des ressources non conventionnelles sont devenues indispensables à une gestion durable de l'eau.

L'Algérie dispose aujourd'hui d'un important parc de stations d'épuration. Selon les données avancées par le ministre de l'Hydraulique, 234 stations traitent actuellement quelque 1,1 milliard de mètres cubes d'eaux usées, avec un potentiel susceptible d'atteindre au moins 1,5 milliard de mètres cubes. Ce volume constitue un gisement hydrique important, dont une partie peut être récupérée pour l'irrigation après traitement adapté.

Les capacités du pays continuent par ailleurs de progresser. Quelque 70 stations d'épuration sont actuellement en cours de réalisation dans différentes wilayas, dont 26 doivent être mises en service avant la fin de l'année. Elles viendront s'ajouter aux plus de 230 STEP déjà opérationnelles.

Le potentiel reste toutefois encore largement sous-exploité. Sur les volumes traités actuellement, seule une proportion limitée est réutilisée pour l'irrigation. Le secteur vise ainsi à doubler les volumes réutilisés à l'horizon 2030 et à atteindre progressivement un taux de réutilisation de 60 %, conformément aux objectifs fixés par les pouvoirs publics.

La nécessité d'accélérer cette politique apparaît particulièrement forte dans les wilayas de l'Ouest. À Tiaret, Saïda et Sidi Bel-Abbès, le ministre a insisté sur l'importance de récupérer les eaux traitées qui continuent, dans certains cas, à se déverser dans les oueds au lieu d'être valorisées.

À Tiaret, des instructions ont notamment été données pour mettre en place des dispositifs de récupération et de transfert des eaux épurées vers les périmètres agricoles. La région dispose en effet d'importantes terres agricoles dont l'exploitation est étroitement liée à la disponibilité de l'eau.

À Saïda, la réhabilitation de la station d'épuration d'Aïn Ezzerga, avec l'introduction d'un traitement tertiaire, doit également contribuer à développer la réutilisation des eaux traitées et à soutenir l'extension des surfaces irriguées. À Sidi Bel-Abbès, le projet de Ras El-Ma constitue une première concrétisation avec un périmètre de 100 hectares. Le ministre a également appelé à inscrire de nouvelles STEP à Sfisef et Telagh. Ces infrastructures devront contribuer à répondre aux besoins des populations, mais également à soutenir les activités agricoles et industrielles.

Pour l'agriculture, cette ressource complémentaire peut contribuer à sécuriser l'irrigation et à réduire la vulnérabilité des exploitations face aux variations des précipitations. Elle s'inscrit ainsi directement dans la stratégie d'augmentation des superficies agricoles et de renforcement de la production nationale. Sa généralisation nécessite toutefois des infrastructures adaptées : réseaux d'adduction, bassins de stockage, équipements de traitement complémentaire et systèmes de contrôle de la qualité. Le respect des normes sanitaires et environnementales demeure une condition essentielle à l'utilisation de ces eaux pour l'irrigation.

AGRICULTURE

Installation d'un comité de pilotage pour le suivi des cultures stratégiques

Le comité de pilotage chargé du suivi des pivots agricoles de 30 hectares a été installé, jeudi dernier, lors d'une cérémonie tenue au siège d'Agroalimentaire Activités, filiale du groupe Sonatrach, a indiqué l'École nationale supérieure d'agronomie (ENSA). Ce comité a pour mission d'assurer un suivi combiné et régulier des cultures stratégiques, en s'appuyant sur plusieurs sources de données, notamment les observations satellitaires, les mesures effectuées par des capteurs et les observations de terrain. Cette approche vise, en effet, à renforcer le suivi technique des cultures et à améliorer la connaissance de leur évolution à travers la complémentarité des données recueillies par les différents outils de surveillance.

Le comité de pilotage regroupe des représentants de plusieurs institutions et organismes concernés par le développement et le suivi de l'activité agricole, notamment Sonatrach, le ministère de l'Agriculture, le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER) et l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA), relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. La mise en place de ce comité traduit ainsi la volonté de renforcer la coordination entre les différents acteurs et de favoriser le recours aux technologies et aux données scientifiques dans le suivi des cultures stratégiques. Cette démarche devrait contribuer à une meilleure évaluation de l'état des cultures et à l'amélioration des mécanismes de suivi des périmètres agricoles concernés.

Z R.

FONCIER AGRICOLE

Plus de 4 millions d'hectares attribués

L'Office national des terres agricoles (ONTA) a révélé que plus de 4 millions d'hectares de terres, englobant plusieurs formules, ont été attribués au profit de plus de 279 000 bénéficiaires. Il a également fait état de l'enregistrement de 4 925 demandes de cession du droit de concession dans le cadre de la loi 10-03, ainsi que de 2 934 demandes d'exercice du droit de préemption.

Le portefeuille foncier global géré par l'Office national des terres agricoles, selon les différentes formes juridiques, s'élève à 4 297 750 hectares, répartis entre 279 838 bénéficiaires, selon les données présentées par le directeur général de l'Office, M. Lanasri Mohammed Ameziane, lors d'une conférence consacrée au thème « Le foncier agricole : un enjeu stratégique pour renforcer l'investissement et la production nationale », organisée, la semaine dernière, au siège de l'Office en coordination avec le Centre algérien de prospective économique, de développement de l'investissement et de l'entrepreneuriat. Dans le détail, le foncier relevant de la loi 10-03 représente la plus importante superficie, avec 2,324 millions d'hectares. S'y ajoutent 840 643 hectares attribués dans le cadre de différentes anciennes formules, ainsi que 669 864 hectares concernés par des opérations de régularisation au titre du décret exécutif 24-55. Le portefeuille comprend également 236 175 hectares attribués dans le cadre du décret 21-432, modifié et complété, 153 501 hectares correspondant aux unités agricoles de production relevant du décret exécutif 11-06 et 73 411 hectares mis en conformité dans le cadre de l'instruction ministérielle conjointe du 29 novembre 2022.

Plus de 17 000 dossiers déposés pour 22 799 hectares

La dynamique d'attribution se poursuit parallèlement à l'opération d'assainissement. Dans le cadre de l'appel à candidature prévu par l'arrêté ministériel n° 1344, modifié et complété, 22 wilayas ont annoncé des opérations portant sur une superficie globale de 22 799 hectares. L'ONTA a enregistré 17 233 dossiers de candidature, dont 16 623 ont été acceptés. À ce stade, 2 322 dossiers ont été examinés par les commissions de wilaya. L'objectif est de permettre une mobilisation progressive des terres agricoles au profit de projets productifs, tout en veillant à la conformité juridique des parcelles et à leur aptitude à l'exploitation. Par ailleurs, dans le cadre des opérations de régularisation prévues par l'instruction ministérielle conjointe n° 02 du 1er juin 2025, sept wilayas ont déjà engagé des opérations : Oran, Saïda, Annaba, Jijel, Mascara, Aïn Defla et Sidi Bel Abbès. Quelque 231 dossiers, représentant une superficie de 1 387 hectares, sont concernés par cette opération, qui doit être étendue à d'autres wilayas. La valorisation du foncier ne repose pas uniquement sur son attribution. L'ONTA mise également sur le développement de partenariats destinés à accroître et diversifier la production agricole. Dans le cadre de la loi 10-03, 10 018 contrats de partenariat ont ainsi été conclus, portant sur une superficie globale de 105 202 hectares. Par ailleurs, 34 unités agricoles de production ont conclu des contrats de partenariat avec des opérateurs privés dans le cadre du décret exécutif 11-06.

Pour les responsables présents à la rencontre, ajoute la même source, l'enjeu consiste désormais à faire évoluer la gestion du foncier vers une véritable politique de valorisation économique. L'objectif est de lier davantage l'accès à la terre à l'investissement, aux équipements, aux nouvelles technologies et aux compétences humaines afin de générer davantage de valeur ajoutée et de production. La modernisation du système de gestion passe également par la numérisation. L'ONTA entend ainsi renforcer ses services numériques afin de faciliter l'accès des investisseurs aux informations relatives aux terres disponibles, d'accélérer le traitement des dossiers et d'améliorer le suivi des exploitations. Cette orientation vise également à renforcer la transparence dans l'attribution du foncier et à permettre aux investisseurs et aux porteurs de projets de disposer de données plus précises sur la nature et la situation des terrains.

Synthèse Z R.

MDN

Arrestation de deux personnes et saisie de près d'un demi-million de comprimés psychotropes à Constantine

Deux individus ont été arrêtés et près d'un demi-million de comprimés psychotropes ont été saisis lors d'une opération menée par des éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Constantine, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).
"Dans la dynamique des efforts consentis dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et le narcotrafic, les personnels du Groupement Territorial de la Gendarmerie Nationale de Constantine en 5ème Région Militaire, ont arrêté, hier samedi 15 août 2026, deux (2) narcotrafiquants et saisi environ un demi-million de comprimés psychotropes, dissimulés à l'intérieur d'un camion semi-remorque. Aussi, (3) trois véhicules touristiques ont été saisis dans le cadre de cette affaire", précise la même source.
"Cette opération de qualité confirme, encore une fois, la mobilisation quotidienne et permanente de toutes les composantes de l'Armée Nationale Populaire, afin de faire face aux tentatives visant à porter atteinte à la quiétude et à la sécurité du citoyen et à inonder notre pays par ces substances toxiques". conclut le MDN.

APS

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Une réunion régionale des agences MENA prévue le 22 septembre à Alger

Une réunion régionale des agences de promotion des investissements de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) se tiendra le 22 septembre 2026, avec la participation de responsables de la promotion des investissements, de décideurs publics et d'investisseurs issus de plusieurs pays de la région.
Organisée conjointement par l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA) et l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), cette rencontre vise à examiner les moyens de renforcer l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur le développement économique durable de la région.
Les travaux porteront notamment sur l'évolution des politiques de promotion des investissements et la transition vers une approche davantage axée sur l'impact des IDE, à travers la création de valeur locale, le soutien à l'innovation et la contribution au développement économique à long terme. Les participants auront également à débattre des perspectives des investisseurs en matière de création de valeur locale ainsi que des mécanismes et approches permettant de mesurer concrètement l'impact des investissements. Une table ronde à huis clos réunira, par ailleurs, les responsables des agences de promotion des investissements de la région MENA afin de favoriser l'échange d'expériences et l'identification de pistes communes pour améliorer l'attractivité et la qualité des investissements. La rencontre devrait être marquée par l'adoption de la Déclaration MENA sur la promotion des investissements orientés vers l'impact, consacrant un engagement régional en faveur de politiques d'investissement privilégiant la qualité, la durabilité et des résultats mesurables en matière de développement.
Cette réunion constitue ainsi une occasion de renforcer la coopération et le partage d'expériences entre les différents acteurs de la promotion des investissements dans la région MENA, dans un contexte où les agences sont appelées à dépasser la seule logique d'attraction des capitaux pour privilégier davantage leur contribution au développement durable, à l'innovation et à la création de valeur.

Synthèse R E.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE AVEC LE NIGER ET LA CÔTE D'IVOIRE

Le ministre Adjal insiste sur un suivi rigoureux et régulier

Le ministre de l'Energie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier au siège de son département ministériel, une réunion de la commission sectorielle de coordination consacrée à l'examen et au suivi de plusieurs dossiers de partenariat et de coopération avec le Niger et la Côte d'Ivoire.
Cette réunion, précise le ministère dans un communiqué, s'inscrit dans le cadre du suivi et de l'évaluation des relations de coopération et de partenariat que le secteur de l'Energie et des Énergies renouvelables œuvre à concrétiser, ainsi que dans le souci de renforcer la dynamique enregistrée dans le domaine de la coopération bilatérale.
La rencontre, à laquelle ont pris part plusieurs cadres centraux du ministère ainsi que des responsables du groupe Sonelgaz, a permis de passer en revue plusieurs exposés et dossiers liés aux relations de partenariat avec les deux pays, ainsi que les échanges et consultations en cours entre les différentes parties concernées. Les participants ont également fait le point sur l'état d'avancement des dossiers actuellement à l'étude et examiné les différentes démarches engagées en vue de leur concrétisation.
A cette occasion, le ministre a donné une série d'instructions visant à accélérer le traitement des dossiers en cours, tout en renforçant la coordination et la concertation entre les différentes structures concernées. Il a, dans ce cadre, insisté sur l'importance d'assurer un suivi « rigoureux et régulier » des différents dossiers de partenariat et de coopération avec le Niger et la Côte d'Ivoire, ainsi que de veiller à la concrétisation des engagements convenus entre les parties. Ces orientations visent notamment à consolider les intérêts communs et à élargir les perspectives de coopération dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables, en cohérence avec la dynamique de coopération bilatérale engagée avec les deux pays.

Z R.

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Lancement de la deuxième phase de la campagne nationale

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, dans un communiqué, l'organisation les 16, 17 et 18 août en cours, en coordination avec le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, la deuxième phase de la campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de la consommation d'énergie, notamment électrique, et ce, à travers les différents établissements de jeunes et les centres de vacances et de loisirs.
L'organisation de cette deuxième phase de la campagne nationale, placée sous le slogan "Rationaliser notre énergie, c'est garantir notre avenir", fait suite au succès de la première phase, organisée en juillet dernier, notamment avec "la participation qualitative et l'adhésion exceptionnelle des enfants et des jeunes aux diverses activités de sensibilisation", précise le communiqué. Soulignant l'importance d'associer les jeunes à de telles actions de sensibilisation, le ministère a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une vision visant à "ancrer un mode de vie durable et un comportement responsable en matière de rationalisation de la consommation d'énergie, en veillant à en faire une culture, à travers des efforts collectifs au service de la préservation de nos ressources pour les générations futures".

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,98	-13,96	6,80	8,15	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,36	0,36	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,35	-0,19	7,56	7,64	19000	26 600 000,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,02	1,03	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2049,00	-0,05	-5,13	-7,47	8,49	8,54	1534	3 143 166,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,43	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-5,19	-1,60	1,14	8,52	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Août 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	96	107	84	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	73	88	59	الطماطم		
	Oignon sec	85	94	75	البصل الجاف		
	Ail sec	690	786	594	الثوم الجاف		
	Carotte	105	117	94	الجزر		
	Navet	178	197	160	اللفت		
	Poivron	141	156	125	الفلفل الاخضر		
	Piment	141	158	125	الفلفل الحار		
	Courgette	83	95	71	الكوسة		
	Haricot vert	227	253	201	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	131	147	115	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	471	589	352	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	499	615	383	التمر		
	Banane	687	716	657	الموز		
	Melon	87	98	75	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	76	95	56	البطيخ الاحمر		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2068	2220	1915	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	468	483	453	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)		

LIGNE MINIÈRE DE L'EST

Cap sur l'achèvement des travaux dans les délais

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a appelé les entreprises chargées de la réalisation de la Ligne minière de l'Est à renforcer leur mobilisation et à respecter les délais fixés pour l'achèvement des différents ouvrages. Au terme de deux jours de visites de terrain à travers plusieurs sites du projet dans la wilaya de Souk Ahras, le ministre a présidé une réunion de travail et de coordination avec l'ensemble des intervenants.

Par Selma R.

La rencontre s'est déroulée en présence du wali de Souk Ahras, Abdelkrim Zinaï , ainsi que des représentants des entreprises de réalisation, des laboratoires et des bureaux d'études chargés de la réalisation et du suivi des travaux. En ouverture de la réunion, le ministre a rappelé l'importance stratégique de la Ligne minière de l'Est, conformément aux orientations du président de la République, insistant sur la nécessité d'intensifier et de conjuguer les efforts afin d'assurer la livraison du projet dans les délais impartis.
Les instructions données par le ministre interviennent à la lumière des constats effectués lors des visites de terrain. Elles portent notamment sur l'élaboration d'un calendrier de travail précis devant permettre d'achever et de livrer les différentes infrastructures, notamment les ponts et les tunnels. Les entreprises chargées de la réalisation ont, à cet effet, confirmé leur engagement à respecter les échéances fixées. Le ministre a également appelé les responsables du projet à adopter des solutions préventives pour faire face aux éventuelles contraintes susceptibles de perturber le déroulement des travaux. Une attention particulière devra être accordée à la préparation des saisons automnale et hivernale, à travers la mise en place de solutions techniques et organisationnelles permettant d'assurer la continuité des travaux et d'éviter tout ralentissement lié aux conditions climatiques.
Le renforcement de la coordination entre les différents intervenants figure également parmi les principales orientations formulées lors de cette réunion. Les chantiers devront être dotés des moyens humains et matériels nécessaires afin d'accélérer la cadence de réalisation et d'atteindre les objectifs fixés.

Une trentaine de sites inspectés à Souk Ahras

Cette réunion est intervenue au terme d'une tournée d'inspection de trois jours entamée samedi par le ministre, qui a consacré une partie importante de son déplacement à la wilaya de Souk Ahras.
Après avoir inspecté le projet d'extension du port phosphatier d'Annaba ainsi que plusieurs tronçons de la Ligne minière de l'Est dans les wilayas d'El Tarf et de Guelma, Abdelkader Djellaoui s'est rendu à Souk Ahras pour examiner notamment le tronçon reliant Aïn Sennour à Bouchegouf, long de 72 kilomètres.
Ce segment comprend plusieurs ouvrages d'art importants, notamment des ponts, un tunnel ainsi que d'importants travaux de terrassement. En deux journées, le ministre a passé en revue plus d'une trentaine de sites, correspondant à différents ouvrages et chantiers.
La tournée a débuté par l'inspection des ponts n°14 et 15, avant de se poursuivre avec les ponts n°17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27. À chaque étape, le ministre a reçu des exposés techniques détaillés sur l'état d'avancement des travaux.
Le tunnel n°4, dont la réalisation est confiée à l'entreprise Cosider, a également fait l'objet d'un examen approfondi. Le ministre s'est notamment informé sur l'état d'avancement de cet ouvrage à forte technicité, en insistant sur le respect des normes de qualité et de sécurité.
Concernant le pont n°23, long de 249 mètres, Abdelkader Djellaoui a relevé les défis techniques liés à sa réalisation dans une zone au relief accidenté, nécessitant des solutions d'ingénierie adaptées et la mobilisation de moyens importants.
À travers l'ensemble de ces inspections, le ministre a réitéré le même appel aux entreprises : renforcer leur présence sur le terrain, intensifier les efforts et maintenir la cadence, tout en veillant au respect des délais et à la qualité des ouvrages.

Le tronçon Annaba-Bouchegouf attendu avant fin septembre

La tournée à Souk Ahras intervient dans la continuité de la visite effectuée samedi à Guelma, au cours de laquelle le ministre avait annoncé l'achèvement, avant fin septembre 2026, du tronçon nord Annaba-Bouchegouf, long de 54 kilomètres et traversant la wilaya d'El Tarf. La voie ferrée et les ouvrages d'art de ce tronçon étant déjà largement finalisés, le ministre avait notamment inspecté les gares de Boudharoua et de Bouchegouf, avant de se rendre à Medjez Sfa pour examiner l'état d'avancement du tronçon central Bouchegouf-Dréa, long de 121 kilomètres.
Ce dernier comprend notamment cinq ouvrages d'art ainsi que différents travaux de terrassement et d'aménagement. Au total, la Ligne ferroviaire minière de l'Est doit relier les wilayas d'Annaba, d'El Tarf, de Guelma, de Souk Ahras et de Tébessa sur un linéaire de 422 kilomètres, constituant ainsi l'un des principaux projets ferroviaires structurants dans l'est du pays.

SENSIBILISATION À L'ENTREPRENEURIAT

22 rencontres de proximité organisées depuis juin à Tébessa

La wilaya de Tébessa a connu l'organisation depuis le mois de juin passé de 22 rencontres de proximité de sensibilisation à l'entrepreneuriat dans le cadre du programme "1.800 minutes Tamkeen" lancé par l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), a indiqué dimanche son directeur, Ismaïl Maâche.
Le même responsable a précisé à l'APS en marge d'une rencontre de sensibilisation, tenue au siège de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), que "depuis le lancement du programme le 21 juin passé, 22 rencontres de proximité de sensibilisation ont été organisées pour encourager l'entrepreneuriat et assister au développement et à la gestion de micro-projets, touchant plus de 600 personnes".
M. Maâche a ajouté que ces rencontres ciblent les jeunes, les femmes au foyer, les diplômés des universités et des établissements de formation professionnelle et les artisans, soulignant que les caravanes ainsi organisées ont touché la plupart des communes de la wilaya pour expliquer les dispositifs d'appui, les programmes de formation offerts et les diverses formes d'assistance à l'entrepreneuriat.
Ces caravanes ont suscité l'intérêt des citoyens souhaitant concrétiser leurs projets ou développer leurs micro-entreprises, a relevé le même responsable ajoutant que la programme se poursuit pour élargir les opportunités d'investissement dans les micro-projets.

R E.

PÉTROLE

L'Algérie se rapproche du million de barils/j

La production de pétrole en Algérie a poursuivi sa progression pour le quatrième mois consécutif en juillet 2026, confirmant la dynamique haussière amorcée au printemps. Selon le rapport mensuel de l'OPEP, la production algérienne a atteint 995 000 barils par jour (b/j) en juillet, contre 987 000 b/j en juin, soit une hausse de 8 000 b/j en un mois. Ce niveau reste au plus haut depuis plus de trois ans, un seuil atteint pour la dernière fois en avril 2023, lorsque la production avoisinait 1,01 million de b/j. Le niveau enregistré en juillet correspond par ailleurs exactement au plafond fixé pour l'Algérie dans le cadre du plan des sept pays de l'alliance OPEP+ visant à mettre progressivement fin aux réductions volontaires de production.
Selon les dernières mises à jour du calendrier de l'OPEP+, la production algérienne devrait de nouveau dépasser la barre symbolique du million de barils par jour dès août 2026, avant d'atteindre 1,007 million de b/j en septembre prochain. Cette évolution s'inscrit dans la dernière étape du plan de l'alliance, qui prévoit une levée accélérée des réductions volontaires instaurées en mai 2023. L'Algérie fait partie des sept pays concernés, aux côtés de l'Arabie saoudite, de la Russie, de l'Irak, du Koweït, du Kazakhstan et d'Oman. Ces pays ont convenu de relever leur plafond de production de 188 000 b/j au titre du mois de septembre 2026, devançant ainsi le calendrier initialement prévu. Les sept membres doivent ainsi progressivement résorber, d'ici cette échéance, les réductions volontaires totalisant 1,65 million de b/j, dans le cadre d'un mécanisme qui devait initialement courir jusqu'à la fin de 2026. En parallèle, l'alliance OPEP+ maintient une autre réduction de 2 millions de b/j, entrée en vigueur en novembre 2022 et appelée à se poursuivre jusqu'à la fin de l'année en cours.
À l'échelle de l'alliance, la production totale de l'OPEP+ a atteint environ 37,65 millions de b/j en juillet 2026, contre 36,23 millions de b/j en juin.
De son côté, la production des pays de l'OPEP a progressé de 1,66 million de b/j pour s'établir à 23,63 millions de b/j. Au cours du mois écoulé, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït ont contribué à l'essentiel de la hausse au sein de l'alliance, avec des niveaux de production respectifs de 2,62 millions, 7,35 millions et 1,84 million de b/j. À l'inverse, certains membres ont enregistré un recul de leur production. Les Émirats arabes unis ont ainsi vu leur niveau diminuer à 3,78 millions de b/j, tandis que la production russe s'est établie à 8,88 millions de b/j. Le recul le plus marqué a toutefois été enregistré au Kazakhstan, dont la production a chuté de 223 000 b/j pour s'établir à 1,67 million de b/j.
Avec une production quasiment alignée sur le plafond fixé par l'OPEP+ et une nouvelle hausse attendue dès août, l'Algérie confirme ainsi son inscription dans le calendrier de remontée progressive de l'offre pétrolière défini par l'alliance. Les prochains relevés mensuels permettront de déterminer si le pays parvient effectivement à repasser durablement au-dessus du seuil du million de barils par jour, comme le prévoient les projections de l'OPEP+ pour les prochains mois.

Synthèse S R.

MILA

Les capacités de stockage de céréales et légumes secs augmentent à plus de 2 millions quintaux

Les capacités de stockage de céréales durant et légumes secs dans la wilaya de Mila ont augmenté l'année en cours à 2,35 millions de quintaux, a-t-on appris samedi auprès du directeur de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), Yamine Hadj Ali.
Lors de la visite du wali Fayçal Amrouche au centre de proximité de stockage intermédiaire de céréales dans la commune de Sidi Khelifa, le même responsable a précisé à l'APS que les capacités de stockage de céréales et légumes secs ont été renforcées durant l'année en cours par sept centres de proximité de stockage intermédiaire portant ainsi les capacités de stockage globales à 2,35 millions de quintaux.
Ces centres ont été réalisés dans les communes de Grarem Gouga, d'Ain Beida Harriche, de Sidi Khelifa, d'Oued Athmania, d'Ain Mellouk, d'Ouled Khalouf et de Zeghaïa afin de rapprocher les structures de stockage des agriculteurs et d'améliorer les conditions d'entreposage de céréales, notamment avec la perspective d'extension des surfaces agricoles irriguées dans la wilaya.
Après avoir inauguré le centre de proximité de stockage intermédiaire de céréales à Oued Athmania, le wali a mis l'accent sur les efforts de l'Etat pour accompagner les agriculteurs à travers la réalisation de structures de stockage dans cette wilaya pionnière dans la filière céréaliculture.
Le wali a également fait partie de la poursuite des efforts de réalisation de deux silos en béton dans la commune de Chelghoum Laïd d'une capacité d'un million de quintaux et de silos métalliques à Tadjenanet d'une capacité de 200.000 quintaux en plus de deux centres de proximité de stockage de céréales dans les deux communes de Sidi Merouane et Bouhatem.

APS

CHLEF

Le secteur de l'éducation renforcé par sept nouveaux groupes scolaires

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Chlef a été renforcé par sept (7) nouveaux groupes scolaires en prévision de la rentrée scolaire 2026/2027, selon les informations fournies par la Direction des équipements publics.

La même source a précisé que, dans le cadre de la préparation de la prochaine rentrée scolaire, prévue le 21 septembre prochain, le secteur de l'éducation de la wilaya est doté de sept (7) nouveaux groupes scolaires, ce qui permettra de consolider les conditions de scolarisation des élèves, le niveau de l'encadrement pédagogique et les résultats scolaires.
Selon cette même source, ces groupes scolaires sont situés dans la localité d'El-Houara, de la commune de Boukadir, dans la localité d'El-Maamaria, de la commune de Oued Sli, dans la commune de Beni Haoua, dans la localité d'El-Habair, de la commune de Chattia, dans la localité d'El-Kfafsa, de la commune de Chlef, dans le quartier AADL, de la commune d'El-Karimia, ainsi qu'un groupe scolaire dans la commune de Benairia. Les travaux sont achevés à 100% concernant trois (3) groupes scolaires, tandis que les autres projets sont en cours d'aménagement et d'équipement en vue d'une livraison à la prochaine rentrée scolaire.
Le secteur a également retenu d'un projet de construction d'un nouveau lycée destiné à remplacer l'établissement préfabriqué de la commune d'Ouled Abbes, ainsi que de projets de construction de quatre (4) lycées dans les communes de Sidi Akacha, Oued Sli et Chlef. Les travaux sont actuellement en cours et leur livraison est prévue prochainement.
Dans le cadre des préparatifs en cours pour la rentrée scolaire 2026/2027, le wali de Chlef, Ibrahim Ghemired, a visité, jeudi dernier, plusieurs chantiers liés au secteur de l'éducation, dans les communes de Benairia, El-Karimia et Harchoun, où il a insisté sur la nécessité d'achever les travaux dans les délais impartis, afin que ces établissements puissent ouvrir prochainement.
Le secteur de l'éducation a été renforcé cette année avec l'ouverture de quatre (4) nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM), qui entreront également en service lors de la prochaine rentrée scolaire. Ces nouveaux établissements devraient permettre d'alléger la pression sur les établissements d'enseignement moyen, notamment dans les quartiers et les zones résidentielles à forte densité de population, et de rapprocher les infrastructures scolaires des citoyens.

R E.

TÉBESSA

Lancement d'une vaste opération de curage des lits des oueds pour prévenir les risques d'inondations

Les services de la commune de Tébessa ont lancé une vaste opération de curage des lits des oueds et d'enlèvement des déchets solides au niveau des quartiers et agglomérations pour prévenir les risques d'inondations, a indiqué samedi le vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC), Abdallah Djouini.
Au cours d'une journée ouverte de nettoyage du lit d'Oued El Mizab, le même élu a précisé à l'APS que l'opération est menée en coordination avec les divers organismes concernés dont l'Entreprise publique locale de l'hygiène de Tébessa, l'Office national de l'assainissement et la direction des travaux publics.
Cette opération se poursuivra durant toute la semaine pour toucher plusieurs points noirs dont la route stratégique, la cité Batigec, la cité El Djorf en plus du curage des lits de plusieurs cours d'eau dont Oued El Naqess, Oued El Mizab et Oued Zaarour, a ajouté la même source.
Les actions des équipes d'intervention portent sur l'enlèvement des déchets solides inertes, le nettoyage des avaloirs et des canaux d'évacuation des eaux pluviales outre le nettoyage des routes et lieux publics avec installation de nouveaux bacs de collecte des déchets ménagers.
L'opération s'inscrit dans le cadre des mesures anticipées pour protéger la ville contre les risques d'inondations, préserver les vies et les biens, assurer l'évacuation des eaux pluviales, limiter les risques d'obstruction des avaloirs et réseaux d'assainissement, a ajouté M. Djouini.

APS

CONSTANTINE

Offre de plus de 11.000 postes pédagogiques de formation professionnelle pour la prochaine session

Plus de 11.000 nouveaux postes pédagogiques de formation professionnelle ont été offerts à la wilaya de Constantine, au titre de la nouvelle session prévue, pour le début du mois d'octobre prochain, a-t-on appris dimanche auprès du directeur local du secteur par intérim, Tarek Benselama. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que pas moins de 2.533 places, parmi le nombre global ont été réservées aux jeunes bénéficiaires d'une formation par apprentissage, 2680 postes pour la formation à distance, tandis que 1.610 autres concernent le mode résidentiel.
Il a encore détaillé que 410 postes ont été réservés à la formation qualifiante initiale, 375 places sont dédiées aux détenus purgeant une peine dans les établissements pénitentiaires, les jeunes bénéficiaires d'allocation chômage (275) la femme au foyer (210), l'enseignement professionnel (198), la formation contractuelle (103), la formation passerelle (125), ainsi que 60 postes dans le cadre des cours du soir formation passerelle et 45 aux personnes à besoins spécifiques.
Des campagnes de sensibilisation et d'information, visant à faire connaitre les différentes spécialités disponibles ont été lancées en prévision de la nouvelle session dont la date des inscriptions a été fixée entre le 8 aout et le 26 septembre 2026, a indiqué la même source.

APS

TISSEMSILT

Lancement des travaux de réalisation de plusieurs réservoirs d'eau

Les travaux de réalisation de plusieurs réservoirs d'eau ont récemment été lancés à Tissemsilt, afin de renforcer les capacités de stockage de la wilaya, à-on appris, samedi, auprès de la Direction locale de l'Hydraulique, maître d'ouvrage. Le chef du service de mobilisation des ressources en eau, Othmane Toufik, a indiqué que ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme sectoriel ordinaire de l'année 2026 et visent à renforcer les capacités de stockage et à améliorer l'approvisionnement en eau potable au profit des habitants de la wilaya. Le même responsable a précisé que les réservoirs, dont les travaux ont débuté, comprennent un réservoir d'une capacité de 4.500 mètres cubes à Sidi El Houari, dans la commune de Tissemsilt, un autre de 5.000 mètres cubes dans la commune de Khemisti, ainsi qu'un troisième d'une capacité de 3.000 mètres cubes dans la commune de Boucaïd. Le responsable a également fait savoir que les travaux de six autres réservoirs d'eau seront lancés prochainement dans les communes de Layoune, Bordj Bounâama, Bordj El Emir Abdelkader, Lazharia et Ammari, pour une capacité totale de stockage estimée à 16.000 mètres cubes. Ces infrastructures contribueront à renforcer les capacités de stockage de la wilaya, notamment dans les zones éloignées. La même source a, par ailleurs, indiqué que, dans le cadre des efforts visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable et à renforcer les capacités de mobilisation de cette ressource vitale, le forage de sept nouveaux puits profonds sera prochainement lancé dans plusieurs communes de la wilaya.

R.R

TOUGGOURT

Divers projets de développement en cours à El-Hadjra

Une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la daïras d'El-Hadjira (Sud de Touggourt), dans le cadre des efforts visant à répondre aux attentes des citoyens, à-t-on informé samedi des services de la wilaya.
Il s'agit, entre autres, de la modernisation et du dédoublement d'un tronçon de 9,5 km de la route nationale RN-3, de la réhabilitation de 7km du réseau d'alimentation en eau potable, en plus de la réalisation de 12 km de pistes agricoles, a précisé la même source.

En outre, des opérations d'aménagement urbain sont menées afin d'éradiquer les "points noirs" à travers des quartiers des communes d'El-Hadjira et El-Alia, notamment au niveau du quartier Houari Boumediène et à proximité de la RN-123, sur un linéaire de 5km, at-on ajouté.
Ce programme de développement porte également sur le renforcement et la rénovation de certaines parties du réseau d'assainissement, le raccordement d'une centaine de foyers au réseau fiable, l'équipement d'un puits destiné à l'approvisionnement en AEP, la réhabilitation du complexe sportif local et d'établissements éducatifs, ainsi que la réalisation de cantines scolaires, selon les services de la wilaya.
Lors d'une récente visite de terrain, le wali de Touggourt, Othmane Abdelaziz, a insisté sur l'accélération du rythme des travaux, le respect des délais impartis et normes de qualité requises, soulignant l'importance de ces projets pour consolider le cadre de vie des citoyens.

Agence

ESSAIS NUCLÉAIRES

La Chine fait un pas de plus vers sa propre triade nucléaire

Dans un contexte de tensions militaires croissantes en Asie de l'Est, Pékin a testé son tout premier missile balistique lancé depuis un sous-marin (SLBM) à capacité nucléaire.

Par James Park (*)

Lundi, la Chine a procédé à un tir d'essai d'un missile balistique à longue portée lancé depuis un sous-marin (SLBM) en direction du Pacifique Sud, suscitant des réactions inquiètes de la part des pays de la région Asie-Pacifique.

Bien que Pékin ait qualifié cette manœuvre de simple exercice « de routine », elle est tout sauf courante dans l'historique des essais de missiles chinois. Ce n'est en effet que la troisième fois que la Chine lance un missile à longue portée directement dans le Pacifique. La première remonte à 1980 et la plus récente à septembre 2024. Plusieurs motivations stratégiques et géopolitiques pourraient être à l'origine de ce dernier essai de missile.

Tout d'abord, il y a un aspect technique et militaire. Les essais de missiles sont une pratique courante chez les puissances nucléaires. Par exemple, les États-Unis, l'Inde et la Russie testent régulièrement des missiles balistiques à partir de différentes plateformes. Ces essais jouent un rôle utile dans l'évaluation des capacités et le maintien de l'état de préparation, et ne peuvent être considérés comme de simples provocations.

La Chine, puissance nucléaire en pleine expansion, dispose de capacités qu'elle souhaite tester et valider. Elle a généralement procédé à des essais de missiles sur des trajectoires à forte élévation depuis son propre territoire, afin d'éviter de survoler d'autres pays ou d'atterrir dans les eaux internationales. Toutefois, ces essais verticaux en altitude ne permettent pas de reproduire intégralement les conditions d'un vol intercontinental. Des lancements en pleine mer dans l'océan Pacifique permettraient à Pékin de recueillir des données que les essais nationaux, de plus courte portée, ne permettent pas de valider, notamment la précision du guidage sur des distances intercontinentales et les performances de vol sur l'ensemble de la trajectoire.

Ce qui rend ce dernier essai de missile particulièrement remarquable d'un point de vue technique, c'est qu'il a été lancé depuis un sous-marin à propulsion nucléaire. Les essais précédents avaient en effet été menés à partir de lanceurs terrestres. Cela souligne les progrès constants réalisés par la Chine pour se doter de forces nucléaires plus abouties et plus résistantes, et, à terme, d'une capacité de « riposte secondaire » plus fiable, c'est-à-dire la capacité de mener une riposte dévastatrice en cas d'attaque nucléaire contre la Chine. Alors que les forces nucléaires terrestres sont généralement plus faciles à surveiller par satellite, les sous-marins à propulsion nucléaire opérant en eaux profondes sont bien plus difficiles à détecter, ce qui permet à la Chine de riposter même si ses forces terrestres sont détruites.

Les experts nucléaires considèrent la composante sous-marine comme le maillon faible de la triade nucléaire chinoise, qui comprend également des lanceurs terrestres et des armes air-sol.

Alors que la Chine s'efforce de mettre en place une triade nucléaire pleinement opérationnelle, elle cherchera sans cesse à valider ses capacités, et les pays doivent s'attendre à ce que des essais de grande envergure, comme celui qui vient d'avoir lieu, se reproduisent à l'avenir.

Au-delà de l'aspect technique, ce tir de missile s'explique sans doute par des motivations géopolitiques. Pékin a nié que ce tir ait été destiné à envoyer un message à un pays en particulier, et cette affirmation n'est pas totalement dénuée de fondement, étant donné qu'un tel essai nécessite des mois de préparation. Mais même s'il s'agit d'un essai planifié à l'avance, Pékin conserve une certaine marge de manœuvre quant à la fenêtre précise de lancement.

Le moment choisi pour ce lancement – quelques jours après l'annonce du déploiement par les États-Unis d'un système de défense antimissile de type « Iron Dome » [dome de fer] au Japon et quelques heures seulement après la signature d'un traité officiel de défense mutuelle entre l'Australie et les Fidji – est donc intéressant. La Chine ne peut se réjouir de voir l'architecture régionale américaine de défense antimissile se renforcer ni du fait que les nations insulaires du Pacifique renforcent leurs liens de sécurité avec des armées rivales. Cet essai lui a donné l'occasion d'exprimer son mécontentement, même si seul Pékin sait s'il a été délibérément programmé en fonction de ces événements.

Ce qui semble relativement clair, c'est que Pékin estime qu'il est toujours nécessaire de montrer sa détermination face à Washington et à ses alliés régionaux, dans un contexte sécuritaire de plus en plus hostile en Asie-Pacifique.

Bien que le président chinois Xi Jinping et le président américain Donald Trump se soient engagés à améliorer leurs relations bilatérales lors de leur sommet de mai, les relations sino-américaines restent largement marquées par la confrontation. Et les tensions entre la Chine et les alliés régionaux des États-Unis continuent de s'intensifier autour des points chauds que sont Taïwan, la mer de Chine du Sud et la mer de Chine de l'Est.

Au cours des derniers mois, le contexte sécuritaire dans la région Asie-Pacifique s'est rapidement tendu et est devenu plus instable. À la suite des déclarations faites en novembre 2025 par la Première ministre japonaise Sanae Takaichi, qui a établi un lien entre la défense de Taïwan et la survie nationale du Japon, la Chine a adopté une posture diplomatique et militaire plus agressive à l'égard du Japon, ce qui a incité Tokyo à durcir sa propre position vis-à-vis de la Chine et à renforcer son intégration militaire avec les États-Unis et les Philippines.

De leur côté, les Philippines ont également durci leur position diplomatique vis-à-vis de la Chine dans un contexte d'escalade des différends territoriaux en mer de Chine du Sud et ont renforcé leur coopération militaire avec les États-Unis et le Japon afin de contrer la Chine. Parallèlement, la Chine a intensifié ses activités et exercices militaires conjoints avec la Russie pour contrer l'engagement militaire croissant des États-Unis et de leurs alliés.

La tendance générale qui se dessine ici met en évidence un durcissement du dilemme sécuritaire dans la région Asie-Pacifique. Du point de vue de Washington et des alliés régionaux des États-Unis, le renforcement militaire de la Chine et ses démonstrations de force autour de Taïwan et dans les eaux de l'Asie de l'Est justifient un renforcement des signaux de dissuasion et une intégration militaire plus étroite entre les alliés. Du point de vue de Pékin, ses activités militaires dans la région constituent une réponse justifiée visant à dissuader ce qu'elle perçoit comme des efforts menés par les États-Unis pour encercler et contenir militairement la Chine, tout en favorisant la séparation définitive de Taïwan, en violation du soi-disant « principe d'une seule Chine. »

En fin de compte, ces dynamiques risquent de renforcer les perceptions mutuelles de menace et d'alimenter une rivalité militaire hostile. Même si Pékin, Washington et les alliés des États-Unis peuvent tous être convaincus que leurs actions sont défensives et justifiées, leur focalisation simultanée et unidimensionnelle sur le renforcement de la dissuasion – en l'absence de diplomatie et de mesures de réassurance mutuelles – peut apparaître comme hostile aux yeux des uns et des autres et, à terme, accélérer une course aux armements régionale déstabilisante.

Pour Washington et ses alliés de la région Asie-Pacifique, la réaction instinctive face au dernier essai de missile mené par Pékin consiste probablement à mettre davantage l'accent sur la dissuasion militaire. Cependant, ils continueront à se retrouver pris dans un paradoxe : leurs efforts pour renforcer la dissuasion encouragent la Chine à intensifier son comportement de dissuasion agressif, rendant ainsi la région de moins en moins sûre.

(*) Chercheur associé au sein du programme Asie de l'Est de l'Institut Quincy. Ses domaines de recherche portent notamment sur la politique étrangère et la politique intérieure de la Corée du Sud, les questions de sécurité en Chine et la politique américaine à l'égard de l'Asie de l'Est.

Source : Responsible Statecraft, 10-07-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBYE

Les recettes pétrolières ont dépassé 15 milliards de dollars au premier semestre

Les recettes tirées des exportations de pétrole de la Libye ont dépassé 15 milliards de dollars au premier semestre 2026, indique le ministère de l'Économie et du Commerce du Gouvernement d'union nationale (GUN), qui siège dans l'ouest du pays.
« Du 1er janvier au 31 juillet 2026, les données du commerce extérieur montrent que l'économie libyenne a dégagé un excédent commercial de 6,2 milliards de dollars, porté par un niveau élevé d'exportations nationales et par la poursuite des recettes du secteur pétrolier », indique le ministère.
Le volume total des exportations a atteint 17,8 milliards de dollars, tandis que les importations de marchandises se sont élevées à 11,6 milliards de dollars. Ces importations comprennent des produits pétroliers pour 4,6 milliards de dollars ainsi que des importations du secteur privé réalisées par crédits documentaires, à hauteur de 6,9 milliards de dollars.
Le ministère a relevé que ce résultat témoignait de la capacité des exportations nationales à couvrir les besoins du pays en importations de marchandises et à dégager un excédent commercial substantiel.
Selon le ministère, cela contribue à renforcer la position économique extérieure de la Libye et soutient l'afflux de devises dans le pays.
Début janvier, la Compagnie nationale du pétrole libyenne (NOC) avait indiqué que les recettes de la Libye tirées des exportations pétrolières avaient augmenté de plus de 18 % en 2025.
Agence

TUNISIE

Croissance économique de 2,3% au deuxième trimestre 2026

Le PIB de la Tunisie, corrigé des variations saisonnières, a progressé de 2,3 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2026, a révélé samedi l'Institut national de la statistique (INS). Selon ce dernier, par rapport au premier trimestre de l'année, le PIB en volume a enregistré une hausse de 1,4%. Par ailleurs, la même source a publié des indicateurs phares du secteur de l'emploi au premier trimestre où le bilan fait état d'un taux de 14,9% contre 15% au trimestre précédent. Le nombre de chômeurs s'est établi à 622.400 au deuxième trimestre 2026. Ce taux a reculé de 0,5 point de pourcentage chez les hommes pour s'établir à 11,8%, tandis qu'il a augmenté de 0,9 point chez les femmes pour atteindre 21,6% au deuxième trimestre 2026. D'après une enquête sur l'emploi au deuxième trimestre 2026, la population active en Tunisie s'est établie à 4,1 millions de personnes, contre 4,2 millions au premier trimestre de la même année. La population active se répartit entre près de 2,88 millions d'hommes et environ 1,3 million de femmes, représentant respectivement 68,9% et 31,1% de l'ensemble de la population active.

APS

ARABIE SAOUDITE

Riyadh redéfinit l'avenir de l'économie numérique

Grâce à son infrastructure numérique avancée et à ses partenariats avec les plus grandes entreprises technologiques mondiales, l'Arabie Saoudite a consolidé sa position en tant que pôle mondial des investissements dans l'intelligence artificielle (IA), s'appuyant sur des avantages compétitifs tels qu'un approvisionnement énergétique fiable, de vastes espaces et une situation géographique stratégique.

Synthèse Rédaction internationale

L'Arabie Saoudite a enregistré des avancées rapides dans le secteur des centres de données, dont la capacité est passée de 68 mégawatts en 2021 à plus de 467 mégawatts au premier trimestre 2026, soutenue par des investissements dépassant 56,2 milliards de riyals dans les centres de données et l'infrastructure numérique. Le secteur a plus que sextuplé depuis le lancement de la Vision saoudienne 2030, dans le cadre d'une stratégie nationale en matière de données et d'intelligence artificielle contribuant à diversifier l'économie et à renforcer la préparation du pays à l'économie du savoir. L'Arabie Saoudite a renforcé sa position en tant que destination mondiale pour les investissements technologiques en attirant certains des plus grands fournisseurs mondiaux de services d'informatique en nuage. Elle accueille les centres d'exploitation des sociétés « Oracle », « Alibaba Cloud » et « Google Cloud », ainsi qu'un partenariat stratégique de 11 milliards de riyals entre « HUMAIN » et « Blackstone », témoignant de la confiance internationale croissante dans l'environnement saoudien de l'investissement numérique.
Cette attractivité repose sur un ensemble complet d'avantages compétitifs, notamment l'abondance des ressources énergétiques, de vastes espaces disponibles pour l'expansion des centres de données et une situation géographique reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe, plaçant ainsi l'Arabie Saoudite au deuxième rang mondial en matière d'attractivité des marchés des centres de données. Le leadership de l'Arabie Saoudite s'étend également à sa contribution à façonner l'avenir de l'économie numérique mondiale. En tant que l'un des pays leaders du G20 dans le secteur des communications et des technologies, l'Arabie Saoudite a conduit le consensus du G20 sur une feuille de route visant à définir et à mesurer l'économie numérique ainsi que sur l'adoption de principes d'une intelligence artificielle digne de confiance et centrée sur l'humain. Elle a également contribué à transformer le Groupe de travail sur l'économie numérique en groupe de travail permanent, renforçant ainsi son rôle de partenaire international dans le développement des politiques numériques et le renforcement de la coopération mondiale dans le domaine technologique. Dans le cadre de ses efforts visant à réduire la fracture numérique mondiale, l'Arabie Saoudite a mené des initiatives pionnières, notamment une expérimentation de la 5G utilisant des systèmes de plateformes à haute altitude (HAPS), qui a démontré sa capacité à couvrir près d'un demi-million de kilomètres carrés dans les zones reculées.
Elle a également mené une expérimentation inédite intégrant les réseaux non terrestres (NTN) aux réseaux terrestres, offrant ainsi une solution d'avenir pour étendre la connectivité et accélérer l'accès des communautés non connectées.
Ces réalisations se sont reflétées dans les performances de l'Arabie Saoudite au sein des indicateurs internationaux. Le pays s'est classé à deux reprises au premier rang mondial dans l'Indice de développement des technologies de l'information et de la communication 2026 de l'Union internationale des télécommunications (UIT), devançant 159 pays, ce qui reflète la solidité de son infrastructure numérique intégrée, l'étendue de la connectivité et le niveau élevé d'adoption numérique. Il s'est également classé deuxième parmi les pays du G20 dans l'ICT Regulatory Tracker de l'UIT et deuxième parmi les pays du G20 en matière de compétitivité numérique selon le Centre européen pour la compétitivité numérique, tandis que la couverture de l'infrastructure numérique a atteint environ 99 % de la population.

L'Arabie Saoudite a continué de renforcer sa position dans les indices mondiaux de l'intelligence artificielle, se classant première dans le monde arabe et quatorzième au niveau mondial dans l'Indice mondial de l'intelligence artificielle. Elle s'est également classée première au monde en matière de sécurité, de confidentialité et de chiffrement de l'IA, première pour l'autonomisation des femmes dans l'IA, troisième au niveau mondial dans le développement de modèles avancés d'IA et troisième pour la proportion de talents spécialisés en IA, tout en enregistrant le taux de croissance le plus élevé au monde de ces talents.
Elle s'est en outre classée quatrième au niveau mondial pour l'attraction des talents internationaux.
Les effets de ces progrès se sont également étendus à l'autonomisation des personnes et à l'amélioration de la qualité de vie. L'Arabie Saoudite a lancé le plus grand hôpital virtuel au monde, qui s'appuie sur les technologies de l'intelligence artificielle pour fournir des services de santé avancés. Elle a également réalisé des avancées majeures dans l'autonomisation des femmes dans le secteur technologique, leur taux de participation étant passé de 7 % à 35 %, dépassant les moyennes du G20 et de l'Union européenne. Cela témoigne du succès des investissements dans le capital humain parallèlement aux investissements dans l'infrastructure numérique.
La préparation de l'Arabie Saoudite a également été saluée par des institutions internationales indépendantes. Selon « JLL », citée par « Bloomberg », Riyad devrait être à la tête de la croissance des centres de données liés à l'intelligence artificielle au Moyen-Orient, confirmant davantage la position croissante du pays comme l'une des principales destinations mondiales pour les investissements dans l'intelligence artificielle et l'infrastructure numérique.

IRAK

Exportation de 2 millions de barils de pétrole/jour depuis le mois d'août

Le ministre du pétrole irakien a indiqué vendredi que son pays avait exporté environ 26 millions de barils depuis le début du mois d'août, un niveau inédit depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient.
L'Irak a annoncé vendredi avoir exporté depuis le début du mois d'août environ deux millions de barils de pétrole par jour, un niveau inédit en plus de cinq mois de guerre au Moyen-Orient, malgré le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran.
Lors d'une conférence de presse, le ministre du Pétrole, Bassem Khodeir, a déclaré que "les exportations ont atteint depuis le début du mois un rythme de deux millions de barils par jour", ce qui représente un total d'environ 26 millions de barils depuis le 1er août. Il a ajouté que ce volume avait été atteint "pour la première fois depuis le début de la crise", le 28 février, jour où Israël et les États-Unis ont lancé leur offensive contre l'Iran, qui a notamment riposté en verrouillant le stratégique détroit d'Ormuz, par lequel transite habituellement un cinquième des hydrocarbures de la planète.
Mais ce niveau est toujours deux fois inférieur à celui d'avant guerre où le pays produisait alors environ quatre millions de barils par jour. Et le pays exportait en moyenne 105 millions de barils par mois, principalement depuis son terminal pétrolier de Bassorah via le détroit d'Ormuz.

R I.

GHANA

Les producteurs de cacao contestent une loi qui restreint l'usage de leurs terres

Au Ghana, le projet de protéger les terres cacaoyères se heurte aux inquiétudes des producteurs sur leur capacité à décider de l'avenir de leurs exploitations. Adopté fin juillet 2026 par le Parlement, le Ghana Cocoa Board Bill confère aux plantations de cacao un statut protégé et soumet leur conversion à d'autres usages à l'autorisation du Ghana Cocoa Board (COCOBOD), le régulateur de la filière. La réforme vise à enrayer le recul de la production nationale, alors que des parcelles sont converties à l'exploitation minière ou à d'autres cultures, notamment le caoutchouc.

Synthèse R I.

Depuis son adoption, le texte suscite de vives réserves parmi les organisations de producteurs, qui demandent au président John Dramani Mahama de ne pas le promulguer en l'état et de poursuivre les consultations.

Protéger les plantations sans bloquer les producteurs

Le texte renforce le contrôle de COCOBOD sur l'usage des exploitations. Une cacaoyère ne pourrait être convertie sans son autorisation, sauf pour une réhabilitation approuvée par le régulateur. Les infractions sont passibles d'amendes et de peines de prison, les sanctions les plus lourdes visant l'exploitation illégale de l'or, avec 10 à 20 ans d'emprisonnement et une amende pour chaque cacaoyer concerné.

Pour les producteurs, le problème se pose aussi lorsque la plantation n'est plus rentable. Une exploitation malade ou devenue économiquement improductive peut nécessiter d'être remplacée par une autre culture.

La Ghana Cooperative Cocoa Farmers and Marketing Association Limited (GCCFA), qui fédère les coopératives de producteurs de cacao du pays, soutient la protection des cacaoyères, mais demande que certaines dispositions soient revues et mieux expliquées avant leur entrée en vigueur.

Son administrateur, Moses Djan Asiedu, estime qu'un producteur peut être contraint d'abattre une plantation qui ne lui permet plus de vivre de son activité. Il redoute qu'une réaffectation ultérieure de la parcelle expose l'agriculteur à des poursuites. Les producteurs demandent donc que la loi distingue la conversion des terres, notamment au profit de l'exploitation minière, des décisions prises pour maintenir la viabilité d'une ferme.

La rentabilité au cœur du débat

Cette demande intervient dans une filière où les agriculteurs supportent une partie des investissements. Certains financent l'acquisition et la préparation des terres ainsi que plusieurs années d'entretien avant de percevoir leurs premiers revenus. Pour Asiedu, si le cacao est considéré comme un actif national, les pouvoirs publics devraient aussi contribuer à couvrir une partie des coûts de production.

Le système de commercialisation limite déjà l'exposition aux fluctuations internationales. Les autorités fixent le prix du cacao au début de chaque campagne et la majorité des fèves est vendue par des opérateurs agréés par l'État. Les cours restent néanmoins très volatils. Les contrats à terme ont dépassé 12 000 dollars (environ 10 500 euros) la tonne en 2024 avant de retomber autour de 4000 dollars lorsque l'offre a dépassé la demande.

Cette évolution illustre le dilemme auquel sont confrontés les producteurs : préserver une plantation reste pertinent pour la filière si elle demeure suffisamment productive et rémunératrice pour l'exploitant. La protection foncière ne peut donc être dissociée de la viabilité économique des exploitations.

Les objections des organisations de producteurs rejoignent celles de parlementaires de la minorité. COCOBOD rejette ces critiques, son responsable des relations publiques, Jerome Sam, estimant qu'elles sont politiquement motivées et que la réforme a été conçue pour aider les agriculteurs.

Le président Mahama n'a pas encore signé le texte et aucun calendrier de promulgation n'a été annoncé. Cette période doit permettre aux autorités de préciser les dispositions contestées et de répondre aux inquiétudes du monde agricole.

L'enjeu est de préserver les terres d'une filière qui représente près de 15 % des recettes d'exportation du Ghana, tout en évitant que la protection du cacao ne transforme des choix de gestion agricole en infractions pénales. La réussite de la réforme dépendra donc de sa capacité à lutter contre les conversions qui réduisent le potentiel productif du pays sans empêcher les exploitants de gérer les parcelles qui ne sont plus viables.

RIZ

Le Nigeria obtient 3,7 millions $ du Japon pour renforcer son système semencier

Premier producteur africain de riz, le Nigeria dépend encore à hauteur de 30 % des importations pour satisfaire les besoins de son marché domestique. Le pays, qui cherche à réduire cette dépendance, mise sur l'amélioration des rendements pour doper sa production.

Le gouvernement japonais a accordé une subvention d'environ 587 millions de yens (3,7 millions $) au Nigeria dans le cadre d'un projet destiné à renforcer les capacités nationales de production de semences de riz et, à terme, la qualité des semences certifiées fournies aux agriculteurs. L'information, relayée par le média local Leadership le 11 août, a été annoncée par Hideo Suzuki, ambassadeur du Japon dans le pays, lors de la cérémonie de lancement dudit projet à Badeggi, dans l'État du Niger.

Baptisée « Project for the Enhancement of Rice Seeds Production System », cette initiative est destinée à renforcer les capacités de l'Institut national de recherche sur les céréales (NCRI) à produire des semences de riz de sélectionneur et des semences de base. Concrètement, l'enveloppe annoncée servira à financer l'acquisition de 20 tracteurs de taille moyenne, trois repiqueuses de riz, quatre petites moissonneuses-batteuses et deux excavatrices. Le projet prévoit également l'acquisition de quatre appareils de test de germination à température constante, trois systèmes automatiques d'observation météorologique et sept petites machines de séchage à plat. Ce soutien du Japon intervient dans un contexte où les rendements rizicoles restent relativement faibles au Nigeria. Le rendement moyen de production de riz a été évalué à 2 tonnes par hectare en 2024/2025, d'après les données compilées par le département américain de l'Agriculture (USDA), contre près de 3 tonnes par hectare en moyenne mondiale selon les estimations de la FAO.

Pour Abuja, l'amélioration des rendements constitue également un des leviers permettant de progresser vers ses objectifs de production rizicole. Dans le cadre de sa Stratégie nationale de développement du riz, mise en œuvre sur la période 2020-2030, le gouvernement nigérian souhaite notamment doubler sa production nationale de paddy, qui s'élevait à 8,1 millions de tonnes au cours de la campagne agricole de 2020/2021, d'après l'USDA.

Dans son dernier rapport sur le marché nigérian des céréales, l'organisme américain estime qu'en 2025/2026, la récolte de paddy dans le pays ne devrait atteindre que 8,7 millions de tonnes. Ce niveau serait ainsi supérieur d'environ 7 % à celui enregistré en 2020/2021, ce qui témoigne d'une faible évolution de la production en six ans compte tenu de l'objectif fixé à l'horizon 2030.

R I.

ENGRAIS

L'Inde se tourne davantage vers les producteurs africains face aux tensions autour d'Ormuz

Les perturbations autour d'Ormuz poussent l'Inde à diversifier ses approvisionnements en engrais. Une évolution qui ouvre davantage le marché indien aux producteurs africains, alors que New Delhi cherche à réduire sa dépendance aux fournisseurs du Golfe.

La crise autour du détroit d'Ormuz modifie les circuits d'approvisionnement de l'Inde en engrais. Au premier trimestre de l'exercice 2026/2027, New Delhi a importé 2,5 millions de tonnes d'urée, dont près de 1,1 million de tonnes auprès de l'Égypte, de l'Algérie et du Nigeria, alors qu'aucun de ces trois pays n'avait livré de volume sur la même période un an plus tôt. Ces chiffres proviennent de données fournies par le ministère indien du Commerce.

L'Afrique gagne du terrain dans les achats indiens

Entre avril et juin 2026, l'Égypte a livré 609 000 tonnes d'urée à l'Inde, devant l'Algérie avec 245 000 tonnes et le Nigeria avec 244 000 tonnes. Avec les 211 000 tonnes expédiées par la Géorgie, ces quatre fournisseurs ont représenté 52 % des importations du trimestre.

Cette progression s'inscrit dans une tendance plus large. Sur l'ensemble de l'exercice 2025/2026, le Nigeria avait livré 447 090 tonnes d'urée à l'Inde, l'Algérie 217 059 tonnes et l'Égypte 194 830 tonnes. New Delhi continue par ailleurs de s'approvisionner dans le Golfe et auprès d'autres marchés, notamment Oman, la Malaisie, la Russie, la Turquie et le Vietnam.

L'enjeu est de réduire l'exposition à une concentration géographique des approvisionnements. Malgré ses 33 usines et une capacité nationale de 26,9 millions de tonnes, l'Inde importe encore environ 20 % de ses besoins annuels.

Ormuz accélère une diversification déjà engagée

Le Golfe constituait jusqu'ici une source importante d'urée et d'engrais phosphatés pour l'Inde. Les perturbations autour d'Ormuz, en renchérissant le fret et en compliquant les calendriers de livraison, ont accéléré la recherche de fournisseurs alternatifs.

Le mouvement était déjà amorcé au printemps. Dès mars, les autorités indiennes citaient l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et le Togo parmi les producteurs africains susceptibles de contribuer à cette diversification, alors que New Delhi cherchait à constituer ses stocks avant la campagne agricole d'été.

Pour les producteurs africains, l'évolution transforme donc une possibilité commerciale en flux concrets. L'Égypte et l'Algérie disposent d'une importante capacité de production d'urée, tandis que le Nigeria a déjà accru ses expéditions vers l'Inde. Cette demande supplémentaire peut leur permettre de diversifier leurs débouchés au-delà de leurs marchés traditionnels.

Agence

TAUX

La semaine se termine mal, un “malaise” palpable se renforce

La semaine se termine mal sur les marchés obligataires : la parenthèse d'optimisme suscitée par le "CPI" et le "PPI" s'est complètement refermée, les rendement repartent de plus belle à la hausse, et ils battent des records annuels et atteignent même des niveaux plus observés depuis 2 décennies.

Le "30 ans" US bondit de 6Pts vers 5,2710 (un "plus haut" depuis juin 2007 ou l'été 2006), le "10 ans" grimpe de 5Pts vers 4,691%... le "2 ans" limite la casse avec 1,3Pt à 4,153%. Ce scénario semble paradoxal vu les chiffres rassurants publiés en milieu de semaine mais il devient cohérent vu les liquidités injectées par la FED depuis 1 mois, alors que le déficit Fédéral va passe la barre des 40.000Mds USD d'ici 3 ou 4 jours.
La journée avait mal commencé sur l'obligataire avec une "10 ans" japonais se hissant vers 2,877%, le "30 ans" passe à son tour la barre des 4,000%, 48H après le "40 ans", lequel fait une embardée vers 4,125% (5Pts), et se rapproche de sa pire marque des 4,24% de la mi-mai.
En Europe, cette séance est marquée par le coup de chaud sur le rendement de nos OAT, le "10 ans" bondit de 6Pts vers 4,0460%, sa pire marque depuis juin 2009 (soit 13,2Pts sur la semaine écoulée).
Le Bund n'est guère mieux loti avec 5Pts à 3,2100%, égalant son pire score du 23 juillet, un niveau plus revu depuis avril 2011.
Les BTP italiens font une embardée de 8Pts vers 4,000% (3,993% ce soir, tous les gains hebdos sont effacés, ainsi que tous ceux engrangés depuis le 31 juillet en Italie).
Pas mieux Outre-manche pour les "Gilts" qui rajoutent pas moins de 9,7Pts à 5,0480% et abordent le week-end dans les pires conditions observées depuis le 31 juillet.
Cette tension généralisée des taux n'allait pas de soi vu le renversement des anticipations concernant la politique monétaire de la FED, avec désormais une confortable majorité de 2/3 en faveur d'un statu quo de la FED mi-septembre.
Les chiffres du jour ne sont pas davantage éclairants : les paramètres de croissance se dégradent avec les ventes au détail qui ont reculé de 0,6% le mois dernier, après une hausse de 0,2% en juin, un chiffre révisé "inchangé", selon le Census Bureau du département du Commerce.
Ce chiffre surprend un peu compte tenu de la modération de l'inflation (prix à la production et à la consommation) qui est sensée redonner du pouvoir d'achat.
Les américains ont moins dépensé dans les stations service du fait de la manipulation des cours du pétrole par le biais de communiqués optimistes diffusés par Donald Trump... qui ne sont jamais confirmés dans les faits (le baril de "Brent" remonte vers 88 USD).
A la veille du weekend, le trafic dans le détroit d'Ormuz serait désormais quasiment à l'arrêt après l'attaque de 2 navires qui circulaient dans le secteur : toute la semaine, les autorités iraniennes se sont appliquées à rappeler qu'elles ne cèderaient sur aucune de leurs exigences, Donald Trump affirmant de son côté que le "blocus de fer" qu'il impose à Téhéran allait mener le régime à la ruine ("ils ne pourront bientôt plus payer leurs soldats"... comme si cela allait changer l'attitude de l'Iran, qui peut de surcroît emprunter auprès des BRICS).
L'autre "chiffre du jour" concernait le moral des américains : les résultats de l'enquête mensuelle préliminaire de l'Université du Michigan trahissent une nette dégradation de la confiance des consommateurs, laquelle ressort à 51, contre 54,5 en juillet, le consensus tablait sur une décrue marginale : cela ne plaide pas non plus pour un resserrement monétaire de la FED... et elle fait d'ailleurs l'inverse en regonflant son bilan d'une dizaine de milliards d'USD, ce qui revient à injecter autant de liquidités dans le système.
Cela permet théoriquement aux institutionnels de participer plus confortablement aux émissions du Trésor...
mais le fait qu'elles se soient mal passées pour le "10 ans" et le "30 ans" participe certainement au sentiment de malaise ressenti ce vendredi.

Source: Zonebourse.com

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 13 Août 2026
Valeur : 17 Août 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8086	132.8236
1	EUR	EURO	153.4072	153.4378
1	GBP	POUND STERLING	179.6167	179.6613
100	JPY	JAPANESE YEN	83.4907	83.5053
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6972	19.7012
1	CHF	SWISS FRANC	163.7389	163.7978
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.4496	95.4673
1	DKK	DANISH KRONE	20.5186	20.5263
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.9471	13.9513
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.0367	14.0410
1	AED	UAE DIRHAM	36.1600	36.1661
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3704	35.3781
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.1790	432.3685
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.0293	45.4819
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2785	14.2801
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8086	20.9151
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3153	3.3256
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.4367	181.4367

ALORS QUE LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES S’INTENSIFIENT

Le marché boursier russe s’effondre

Le marché boursier russe a connu vendredi un effondrement spectaculaire, enregistrant sa plus forte baisse journalière depuis fin septembre 2022. Selon les données du Moscow Times, l’indice MOEX a chuté de 4,29 pour cent, à 2 136,3 points, ce qui s’est traduit par une perte totale d’environ 250 milliards de roubles (2,6 milliards d’euros) en capitalisation boursière. Cette baisse s’inscrit dans le cadre d’un recul plus général de 8,4 pour cent sur trois jours, qui a effacé la moitié des gains enregistrés au cours des six semaines précédentes.

Les tensions géopolitiques alimentent la volatilité

Cette volatilité financière est attribuée à l’instabilité géopolitique croissante. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a attisé la crise en rejetant la possibilité d’un gel des lignes de front. Il a fait valoir qu’un tel compromis trahirait l’héritage de ceux qui ont vaincu le nazisme. Par ailleurs, Lavrov a mis en garde les alliés occidentaux de l’Ukraine contre la « destruction » et a promis des mesures de représailles plus sévères en cas d’attaques ukrainiennes. Le gouvernement russe a également rejeté les propositions de cessez-le-feu dans la région de la mer Noire.

Des lourdes pertes

Bien que la séance boursière ait débuté par de légères hausses, les cours se sont effondrés dans le courant de l’après-midi de vendredi. Les grandes entreprises ont enregistré des pertes importantes : Rusal a chuté de 6,5 pour cent, Rosneft a reculé de 5,1 pour cent, Lukoil a baissé de 4,8 pour cent et Gazprom a perdu 4,4 pour cent. Parmi les autres baisses notables, on peut citer notamment Magnit, avec 3,2 pour cent, et Sberbank, avec 1,4 pour cent.

Les espoirs d’un dégel diplomatique

Les experts du secteur soulignent que cette volatilité fait suite à une tendance baissière historique de 17 semaines qui s’est manifestée entre la fin du printemps et le début de l’été, soit la baisse la plus longue depuis 1997. Bien qu’il y ait eu une brève période de stabilité en juin, les investisseurs se débarrassent désormais des positions qu’ils avaient conservées dans l’espoir d’un dégel diplomatique entre Washington et Moscou. L’optimisme du marché était principalement lié à une visite annoncée, mais non encore concrétisée, des représentants américains Jared Kushner et Steve Witkoff.
Les analystes financiers avertissent que le marché reste vulnérable en raison de la stagnation de la croissance économique et des taux d’intérêt élevés. On craint que les attaques ukrainiennes persistantes contre les infrastructures critiques n’aggravent le déficit budgétaire fédéral. Cela pourrait entraîner le report des baisses de taux d’intérêt et faire chuter l’indice MOEX à son plus bas niveau annuel, à 1 898 points. Cette pression a été encore renforcée par des attaques de drones contre des raffineries à Moscou et à Omsk, qui ont perturbé la production de carburant et gravement affecté la valeur boursière d’entreprises publiques telles que Gazprom Neft.

Agence

ITALIE

7,5 millions de touristes enregistrés et 9 milliards de dépenses

17,5 millions de touristes et 9 milliards d'euros de dépenses, mais quelles habitudes de voyage et d'où viennent les visiteurs ?

Au-delà des pics de chaleur extrême, l'été italien s'apprête aussi à atteindre son point culminant: le Ferragosto. Selon l'estimation de Cna Turismo e Commercio (source en italien), entre le 1er et le 23 août, un total de 17,4 millions de touristes se déplaceront en Italie, dont 8,4 millions d'Italiens et 9 millions d'étrangers.
La durée moyenne des séjours sera d'environ 4,5 nuits et les dépenses touristiques directes dépasseront 9 milliards d'euros. En tenant compte également des retombées sur les autres secteurs, qui incluent l'hébergement, la restauration, le commerce, l'artisanat, mais aussi la culture et les services, l'impact économique global pour le mois à venir pourrait dépasser 15 milliards d'euros.
Ces estimations s'inscrivent dans le contexte d'un été qui, selon les prévisions, pourrait dépasser les 224 millions de nuitées au total sur le trimestre juillet-septembre, pour des dépenses d'environ 27 milliards d'euros.
Août, et notamment la semaine de Ferragosto, confirme ainsi qu'il s'agit de l'une des périodes les plus prometteuses pour le tourisme, mais les données d'une enquête EMG (source en italien) montrent que les habitudes des voyageurs évoluent. Moins de 40 % des personnes qui partent en vacances le feront en août, en choisissant les mois de juin, juillet ou septembre.
Voyons quelles sont les préférences des touristes, italiens et étrangers, qui viennent dans le pays pour les vacances 2026.

Les habitudes des Italiens: où partiront-ils et quand

Selon l'enquête EMG, près de 12,3 millions d'Italiens sont déjà partis en juin et juillet, tandis que 8,2 millions supplémentaires partiront en septembre, confirmant une tendance observée depuis quelques années à une répartition plus équilibrée des congés sur les mois d'été.
La majorité des Italiens interrogés continue de choisir l'Italie comme destination de vacances, tandis que 6,2 millions voyageront en Europe, avec une préférence pour l'Espagne, la Grèce et la France.
L'étude montre également que pour le transport et l'hébergement, les voyageurs dépenseront en moyenne 939 euros par personne. S'agissant des modes de déplacement, plus de la moitié des personnes interrogées (55,5 %) privilégient les voyages avec leur propre voiture, tandis que l'avion arrive en deuxième position.
Les séjours en maisons de vacances sont choisis par 7,6 millions d'Italiens, soit 28,9 % des vacanciers, tandis que le tourisme traditionnel, qui regroupe hôtels, agritourismes et chambres d'hôtes, est privilégié par 38,2 % de l'échantillon, soit 11 millions de personnes.

Synthèse R I.

CHINE

Pékin reconnaît un “décalage” entre la croissance et sa perception par la population

Entre une croissance qui se maintient officiellement à 5 % d'une part et la dégradation du marché de l'emploi combinée à la stagnation de la consommation de l'autre, la revue du Parti communiste “Qiushi” reconnaît l'existence d'un “écart de température” – une expression qui avait pourtant été censurée quelques mois plus tôt. Le signe d'un profond dilemme pour Pékin. Même si depuis quelques années la croissance économique chinoise s'établit autour de 5 %, selon Pékin, le décalage entre ce chiffre et la perception qu'en a la population est saisissant. “Pour une très grande économie comme la Chine, ce taux de croissance est assez noble”, admet Ming Pao, avant de s'interroger sur la vraie vie des Chinois. Le journal hongkongais résume les difficultés de leur quotidien : climat des affaires en berne, concurrence féroce, taux de chômage réel en hausse et revenus en baisse. Autant d'éléments qui, explique le quotidien, aboutissent à un mécontentement généralisé dans la société chinoise.
Ce décalage a été plus tôt mis en lumière de façon très éphémère par Zhao Jian. Fin 2025, cet économiste a publié, dans le magazine Caixin, un article sur “le mystère de l'écart de température économique”. Dans ce texte, rapidement supprimé, il impute ce décalage à la crise immobilière, qui affecte gravement la santé de l'économie chinoise. La baisse continue du prix de l'immobilier a entraîné une perte vertigineuse de richesses, de l'ordre de 200 000 milliards de yuans (plus de 25 000 milliards d'euros) – soit une baisse moyenne de 500 000 yuans par ménage (64 000 euros).

R I.

MALGRÉ LE CHOC ÉNERGÉTIQUE

La croissance polonaise ne faiblit pas

Contre vents et marées, la Pologne garde le rythme. Le PIB de la sixième économie de l'Union européenne a crû de 3,8 % sur un an, au deuxième trimestre 2026, selon l'Agence de statistique locale (GUS). Ce chiffre similaire à l'année précédente - 3,3 % en 2025 - prouve la résilience de l'économie polonaise face aux chocs énergétiques provoqués par la guerre au Moyen-Orient.
Cela correspond à une hausse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. « L'économie polonaise croît, et ce de plus en plus vite. Plus de trois fois la moyenne européenne », s'est réjoui le ministre de l'Economie Andrzej Domanski.
Principal moteur de la croissance polonaise, la consommation des ménages a été moins affectée que prévu par la hausse des prix des carburants. Au coeur de la crise, le gouvernement avait baissé la TVA sur l'essence et le gazole afin de limiter la flambée des prix à la pompe. Ce dispositif a ensuite été supprimé. Il était difficile à tenir avec un budget déficitaire à hauteur de 6,5 % du PIB cette année, selon les prévisions de la Commission européenne.

Plan de relance européen

La dynamique de l'économie polonaise était un peu plus lente au premier trimestre (+3,5 %). La période hivernale avait été marquée par beaucoup de neige et des températures très basses : un climat qui a pesé négativement sur la construction et l'industrie. Ce sont ces deux secteurs dont la reprise a été la plus forte au printemps.
La construction dépend fortement des investissements. Ces derniers seraient à la hausse, augmentant de 6,5 % en un an selon les estimations de Mbank. Le pays profite de programmes ambitieux et de dépenses publiques importantes. Il y a, depuis plusieurs mois, un rattrapage sur les fonds du plan de relance européen post-Covid qui avaient longtemps été bloqués par Bruxelles à la suite d'un différend avec le gouvernement polonais précédent.

Le pic de croissance déjà atteint ?

L'autre moteur de la dynamique récente est la mise en place du projet d'investissement militaire SAFE. Ce programme d'emprunt européen a permis à la Pologne de signer jusqu'à 25 milliards d'euros de contrats au début de l'été. La grande majorité des commandes ont été passées auprès d'entreprises nationales.
Les économistes du Crédit agricole ont récemment estimé qu'elles augmenteraient la production industrielle polonaise de 1,6 % sur les trois derniers trimestres de 2026.e

Agence

PORTUGAL

Le ministre des Finances annonce de « bonnes nouvelles économiques »

Le ministre des Finances portugais, Fernando Medina, a annoncé de bonnes nouvelles économiques au pays, tandis que, sur la scène internationale, l'attention reste focalisée sur la « crise politique » et le « chaos au sein du gouvernement ».
Alors que le dirigeant était plus que jamais désireux de « tourner la page sur l'actualité », M. Medina a tenu parole lors de la séance d'ouverture aujourd'hui de la conférence annuelle de la CMVM (Commission des marchés et des valeurs mobilières) à la Fondation Gulbenkian à Lisbonne.
« L'inflation va ralentir en 2023, les projections de la Commission européenne et du FMI étant désormais proches de celles du gouvernement », a-t-il déclaré. « Cela signifie que tout au long de cette année, et notamment au second semestre, nous connaîtrons plusieurs mois d'inflation inférieure à 3 %. » Il s'agira d'une « évolution importante pour la stabilisation des anticipations des ménages, des entreprises et des autres acteurs économiques », a-t-il ajouté.
La dette du Portugal est « inférieure à celle de l'Espagne et de la France, pratiquement au même niveau que celle de la Belgique ». Concernant la dette publique, qui plane comme une épée de Damoclès sur le pays depuis plus d'une décennie, Medina explique qu'elle a diminué en ratio avec le PIB. Selon lui, le Portugal terminera l'année avec un niveau d'endettement « inférieur à celui de l'Espagne et de la France, et pratiquement équivalent à celui de la Belgique ». Cela permettra de « réaliser des économies sur les intérêts », de gagner la « confiance des investisseurs » et d'offrir une plus grande « sécurité » au pays et aux contribuables, a-t-il déclaré.
Un régime expérimental de blockchain sera bientôt approuvé.
Fernando Medina a également « garanti que le gouvernement continuerait à œuvrer pour promouvoir des mesures visant à réduire le coût d'accès au marché des capitaux », expliquent les rapports, réaffirmant ainsi l'objectif de « rendre le marché des capitaux portugais plus attractif pour tous les types d'investissements, y compris pour les particuliers, en créant davantage d'incitations à l'épargne à moyen terme ».
Il a indiqué « l'approbation prochaine du régime national pour la mise en œuvre du règlement européen qui établit le régime expérimental de fonctionnement de la technologie d'enregistrement distribué, plus connue sous le nom de « blockchain » ».
Medina a fait valoir que le marché des capitaux, à l'instar de l'économie portugaise, ne peut être considéré isolément, car il fait partie du contexte européen, qui, selon lui, n'a pas encore atteint son plein potentiel.

R I.

SpaceX boucle le rachat de Cursor pour 60 milliards $

C'est fait, SpaceX a officiellement bouclé le rachat de Cursor, la pépite du codage par intelligence artificielle (IA), pour 60 milliards de dollars. Une opération qui cristallise les ambitions démesurées d'Elon Musk.

En avril, SpaceX concluait un accord avec Cursor dans la lignée de sa fusion avec xAI. La société a ensuite confirmé sa volonté d'avaler la jeune pousse après son introduction en Bourse, une opération achevée ce 14 août, rapporte Bloomberg. De quoi lui permettre de rattraper son retard sur les grandes rivales OpenAI et Anthropic.

Un poids lourd dans le code par IA

Fondée en 2022 par quatre anciens du prestigieux MIT, Cursor s'est imposée comme une véritable référence du codage assisté par IA. À tel point que son assistant a connu l'une des croissances les plus fulgurantes de l'histoire des start-up tech, porté par l'essor du vibe coding.
De quoi forcément séduire SpaceX, qui cherchait justement à combler des lacunes criantes sur ce terrain. Car sa division IA accuse une adoption limitée en entreprises, justement par manque d'outil capable de s'imposer face à Claude Code ou Codex. Avec Cursor, elle met la main sur une équipe chevronnée et une base d'utilisateurs déjà conquise. « Pour nous, cela ouvre un horizon bien plus vaste que celui avec lequel nous avons commencé, tout en restant fidèles à ce qui nous anime », indique la start-up dans un communiqué.
Il est malgré tout bon de noter que les deux sociétés ont déjà collaboré sur les récents modèles de SpaceXAI, Grok 4.5 et Grok 4.6.

SpaceX change de dimension

Cursor dispose désormais d'un accès direct à Colossus, le controversé supercalculateur de SpaceX qui aligne 200 000 processeurs NVIDIA de pointe. Cela va lui permettre d'entraîner des modèles bien plus puissants… À moindre coût. Un changement d'échelle bienvenu pour la pépite, freinée jusqu'ici par son accès limité à la puissance de calcul.
À noter que cette même infrastructure profite aussi à ses concurrents directs, puisque Google et Anthropic louent des capacités de calcul à SpaceX depuis quelques mois. Une position qui traduit parfaitement les nouvelles ambitions du géant du spatial, qui entend aussi devenir un véritable fournisseur, notamment au travers de ses futurs centre de données en orbite.
Dans ce contexte, Elon Musk a récemment affirmé que les revenus liés à l'IA dépasseront ceux de toutes les autres activités de SpaceX dès le mois de septembre. Un changement d'échelle que l'on n'aurait pas pu prévoir il y a quelques années.

Gemini dépasse le milliard d'utilisateurs mensuels

L'application devient ainsi le 14e produit du géant américain à atteindre cette barre, tandis que ChatGPT conserve la première place avec une avance qui se réduit trimestre après trimestre.
Le pari de Google sur l'IA franchit un cap. Une semaine après une réorganisation majeure de sa division IA, l'application Gemini vient de dépasser le milliard d'utilisateurs actifs mensuels. Elle devient ainsi le 14e produit de l'histoire de Google à atteindre cette barre symbolique, selon une annonce publiée par Josh Woodward, vice-président de Google Labs, Gemini et AI Studio, sur le blog du groupe. Une performance qui confirme la vitesse d'adoption de l'assistant IA, désormais l'un des principaux concurrents de ChatGPT.
La progression de Gemini est spectaculaire. Google revendiquait 650 millions d'utilisateurs mensuels en octobre 2025, puis 750 millions en février 2026. Le chiffre est ensuite passé à 900 millions lors de Google I/O en juin, avant de dépasser les 950 millions en juillet. Le milliard a donc été franchi en quelques semaines seulement. Sundar Pichai, PDG de Google, a souligné sur X que Gemini était devenu l'un des produits ayant connu la croissance la plus rapide de l'histoire du groupe. Avec ce nouveau seuil, Gemini rejoint également le cercle très restreint des services Google comptant plus d'un milliard d'utilisateurs, aux côtés de Search, Gmail, Android, Maps, Chrome, Play et YouTube.

Des usages qui dépassent le simple chatbot

Cette croissance ne se limite toutefois pas au nombre d'utilisateurs. Google observe également une évolution des usages de Gemini, avec une place croissante accordée à la voix et aux interactions multimodales. Selon les données communiquées par l'entreprise, 63 % des utilisateurs de Gemini interagissent ainsi avec l'assistant à la voix. Gemini Live gagne également du terrain, avec une interaction sur cinq utilisant une caméra en direct ou le partage d'écran. L'application génère par ailleurs plus de 150 millions d'images chaque jour.
Cette dynamique se retrouve aussi sur les plateformes mobiles. Plus de 100 millions d'utilisateurs actifs de Gemini sont désormais sur iOS. L'assistant peut également déclencher des actions dans plus de 40 applications, renforçant progressivement son rôle au-delà du simple chatbot pour devenir un véritable assistant capable d'interagir avec l'environnement numérique de l'utilisateur. ChatGPT conserve toutefois une longueur d'avance. Le service d'OpenAI avait franchi le cap du milliard d'utilisateurs actifs mensuels dès mai 2026, selon Reuters, soit plusieurs semaines avant Gemini.

Google vous laisse enfin retirer le filigrane de vos créations IA

Vous pourrez bientôt désactiver le filigrane visible apposé sur les images, vidéos et musiques que vous générez avec les IA de Google. Malgré tout, vos fichiers circuleront avec deux marques invisibles.
Google fait volte-face quant au marquage de ses contenus générés par IA : depuis cette semaine, le petit filigrane qui signalait leur origine artificielle devient optionnel, mais deux marques invisibles sont toujours collées aux fichiers.
La demande ne date pas d'hier. Fin juillet, Josh Woodward avait interrogé les utilisateurs sur leurs principales frustrations, et le filigrane visible du logo Gemini, plaqué dans un coin de chaque image et capable d'en masquer un détail, figurait parmi les dix réponses les plus citées. Ni ChatGPT, ni Midjourney, ni même la division AI Studio de Google n'imposaient plus ce genre de marque à leurs propres images. Le 24 juillet dernier, un démontage de l'application Google laissait déjà apparaître, dans son code, les traces d'un réglage baptisé « Watermark settings ».

« Un équilibre entre contrôle créatif et sécurité »

Josh Woodward, vice-président de Gemini chez Google, a confirmé la nouveauté cette semaine sur X. Comme vous pouvez le lire dans la publication ci-dessous, il a assuré chercher « un équilibre entre contrôle créatif et sécurité: les filigranes visibles deviennent facultatifs, mais les filigranes SynthID invisibles et les métadonnées C2PA continuent d'assurer la transparence ». Un simple bouton, dans les paramètres de Gemini, sous « Media watermark », permet désormais d'activer ou de désactiver la marque visible.
La fonctionnalité concerne d'abord les modèles Nano Banana pour l'image, Omni pour la vidéo et Lyria pour la musique, disponibles dès à présent. L'application Gemini, l'éditeur vidéo Flow et la recherche Google seront concernés dans les prochains jours.

SynthID et les métadonnées C2PA résistent au bouton

Supprimer le logo scintillant ne rend pas un contenu indétectable pour autant. Le filigrane SynthID, invisible à l'œil nu, reste tissé dans l'image, la vidéo ou le morceau, et se lit en soumettant le fichier à Gemini ou à la recherche Google. Les métadonnées de provenance C2PA s'attachent directement au fichier et se consultent via un portail dédié.
Pour faciliter cette vérification, Google a publié, la veille de l'annonce de Josh Woodward, le code source d'une bibliothèque baptisée Credentio. Écrite en C++, elle permet à un développeur de valider localement les Content Credentials C2PA d'un fichier, sans envoyer la moindre donnée à un serveur externe, que ce soit dans une application mobile, un logiciel de bureau ou un service en arrière-plan. De quoi donner aux entreprises un outil de conformité indépendant de Google.

Au même moment, Anthropic verrouille son propre filigrane

Le moment choisi par Google coïncide avec celui où Anthropic verrouille le sien : le laboratoire a commencé à apposer, sur les textes produits par Claude, un filigrane conçu au contraire pour survivre aux copier-coller et aux réécritures, sans bouton pour le désactiver.
La bascule de Google ne s'appliquera d'ailleurs pas partout. Par exemple dans l'Union européenne, le règlement sur l'intelligence artificielle impose un filigrane visible sur les contenus IA qui imitent un rendu réaliste, et Google doit s'y plier. Et en Corée du Sud, qui a voté à peu près la même loi cette année, le bouton restera bloqué de la même façon.

V8, BOÎTE MANUELLE ET LOOK VINTAGE

McLaren revient aux fondamentaux avec la McL 6GT

Plus de trente ans après la F1, McLaren renoue avec la boîte manuelle. Mais la nouvelle McL 6GT pousse le retour en arrière beaucoup plus loin : V8, propulsion, direction hydraulique et surtout un dessin étonnamment vintage pour la marque britannique. Inspirée d'un projet inachevé de Bruce McLaren, cette supercar insuffle une philosophie assez éloignée des McLaren de ces quinze dernières années.

La Monterey Car Week ne rassemble plus seulement quelques-unes des voitures de collection les plus prestigieuses de la planète. Les constructeurs profitent désormais de ce rendez-vous californien qui se tient en cette mi-août pour dévoiler leurs créations les plus exclusives. Et McLaren d'y présenter cette année la McL 6GT, un concept qui tranche singulièrement avec ses supercars récentes. Il suffit d'ailleurs de la regarder pour comprendre que quelque chose a changé.

Une ligne inspirée de la première McLaren de route pour la McL 6GT

Loin des lignes très tendues des Artura, 750S ou W1, la McL 6GT adopte des volumes beaucoup plus simples et arrondis, avec une silhouette basse et large, un nez plongeant et une poupe en "Kammback" (un arrière tronqué, abrupt, pour favoriser l'aérodynamique). Elle s'inspire directement de la M6GT imaginée à la fin des années 1960 par Bruce McLaren. Le fondateur de la marque souhaitait alors dériver une voiture de route de la M6A de compétition, mais sa disparition en 1970 avait mis prématurément un terme au projet. Esthétiquement, cette McL 6GT fait également penser à la plus récente Radford Type 62-2, du début des années 2020, conçue avec Lotus, et au style très vintage.

Au-delà du dessin, la supercar anglaise évoque aussi un autre temps côté mécanique : pas d'électrification, pas de boîte automatique. Derrière les occupants, on trouve un V8 thermique qui transmet sa puissance aux seules roues arrière par l'intermédiaire d'une boîte manuelle à 6 rapports. Pour le reste, McLaren garde encore ses chiffres sous le coude : ni puissance, ni couple, ni poids, ni 0 à 100 km/h ou vitesse maximale n'ont été communiqués. La marque promet seulement un « rapport puissance/poids exceptionnel », aidé par une monocoque et une carrosserie entièrement réalisées en fibre de carbone. Pour cette première présentation, McLaren préfère manifestement parler de sensations plutôt que de chronomètre.

Une boîte manuelle chez McLaren, plus de trente ans après la F1

Le symbole de cette philosophie se trouve entre les deux passagers : un véritable levier de vitesses avec une grille en H. La McL 6GT marque le retour d'une boîte manuelle sur une McLaren de route pour la première fois depuis la F1, la voiture la plus chère des années 1990. Depuis la renaissance du constructeur avec la MP4-12C en 2011, les McLaren de série ont toutes adopté des transmissions automatisées à double embrayage. Mais la transmission mécanique semble désormais revenir un peu en grâce chez les fabricants de supercars. Le concurrent Ferrari vient aussi de renouer avec une boîte manuelle... évoquant toutefois le monde du jeu vidéo en raison de l'emploi d'une technologie bien particulière, brevetée par la marque au cheval cabré.

De son côté, McLaren revendique explicitement une expérience "analogique" d'autant qu'il conserve une direction à assistance hydraulique comme sur ses autres productions. Cette philosophie se voit jusque dans le levier : comme sur certaines Lotus Exige par exemple, une partie de son mécanisme de sélection reste apparente à sa base, tandis que la grille dessinée sur le pommeau révèle les 6 rapports. McLaren dit également avoir particulièrement travaillé son toucher et son débattement. Jusque dans l'habitacle, l'objectif consiste donc moins à multiplier les technologies visibles qu'à rendre les interactions avec la voiture plus physiques.

De quoi nettement se différencier des McLaren apparues depuis quinze ans, qui ont construit leur réputation sur leur sophistication technique, leur aérodynamique et, plus récemment, l'hybridation. Pour autant, la McL 6GT fait quelques compromis à la modernité : son instrumentation reste numérique et sa structure fait appel aux technologies carbone actuelles. Elle reprend plutôt certains ingrédients disparus de la supercar moderne pour tenter de retrouver un lien plus direct entre la mécanique et celui qui la conduit.

Une nouvelle famille encore plus exclusive chez McLaren

La McL 6GT aurait facilement pu rester un exercice nostalgique parfaitement adapté aux pelouses de Monterey. Bonne nouvelle : ce ne sera pas le cas. McLaren annonce déjà qu'un modèle de série dérivé du concept arrivera en 2028. Surtout, celui-ci inaugurera ce que le constructeur décrit comme une "nouvelle catégorie" de supercars positionnée au-delà de son portefeuille actuel. McLaren dispose déjà de modèles particulièrement exclusifs avec sa famille Ultimate, dont font partie la Senna ou plus récemment la W1. La marque semble donc préparer un étage supplémentaire, dans lequel la rareté, l'histoire et l'expérience de conduite pourraient compter autant que la recherche de performances absolues. Pour l'heure, McLaren ne précise toutefois ni les volumes envisagés, ni le prix, et encore moins les futurs modèles susceptibles de rejoindre cette nouvelle branche.

9 ans plus tard, Tesla s'apprêterait à dévoiler un roadster volant révolutionnaire

9 ans après sa première présentation, le Roadster de Tesla n'a toujours pas montré le bout de son nez. Mais le constructeur s'apprêterait enfin à dévoiler sa supercar, avec une surprise dans son sac.

Le très attendu Tesla Roadster. ©Mike Mareen / Shutterstock

Le pitch donne envie : le Tesla Roadster sera un bolide capable de rivaliser avec les meilleures supercars du marché. Et beaucoup se sont laissés séduire, la marque enregistrant une pluie de réservations. Problème, elle n'a jamais pu livrer les premiers acheteurs puisque la date de lancement de la voiture électrique a été repoussée à 8 reprises, au moins.

Mais ce mois de mars, Elon Musk a finalement annoncé que le véhicule serait présenté officiellement « le mois prochain ». Toujours pas de Roadster à l'horizon, une situation qui devrait très prochainement évoluer, d'après The Information.

Une présentation depuis un site de SpaceX

Le média s'est en effet entretenu avec trois personnes proches du dossier, qui ont indiqué que Tesla préparait une démonstration sur le site d'essai de SpaceX, à McGregor au Texas, dès ce mois-ci. Car l'entreprise prévoirait ainsi deux versions du véhicule : un Roadster classique, et un modèle en édition limitée équipé de propulseurs à gaz froid développés par SpaceX.

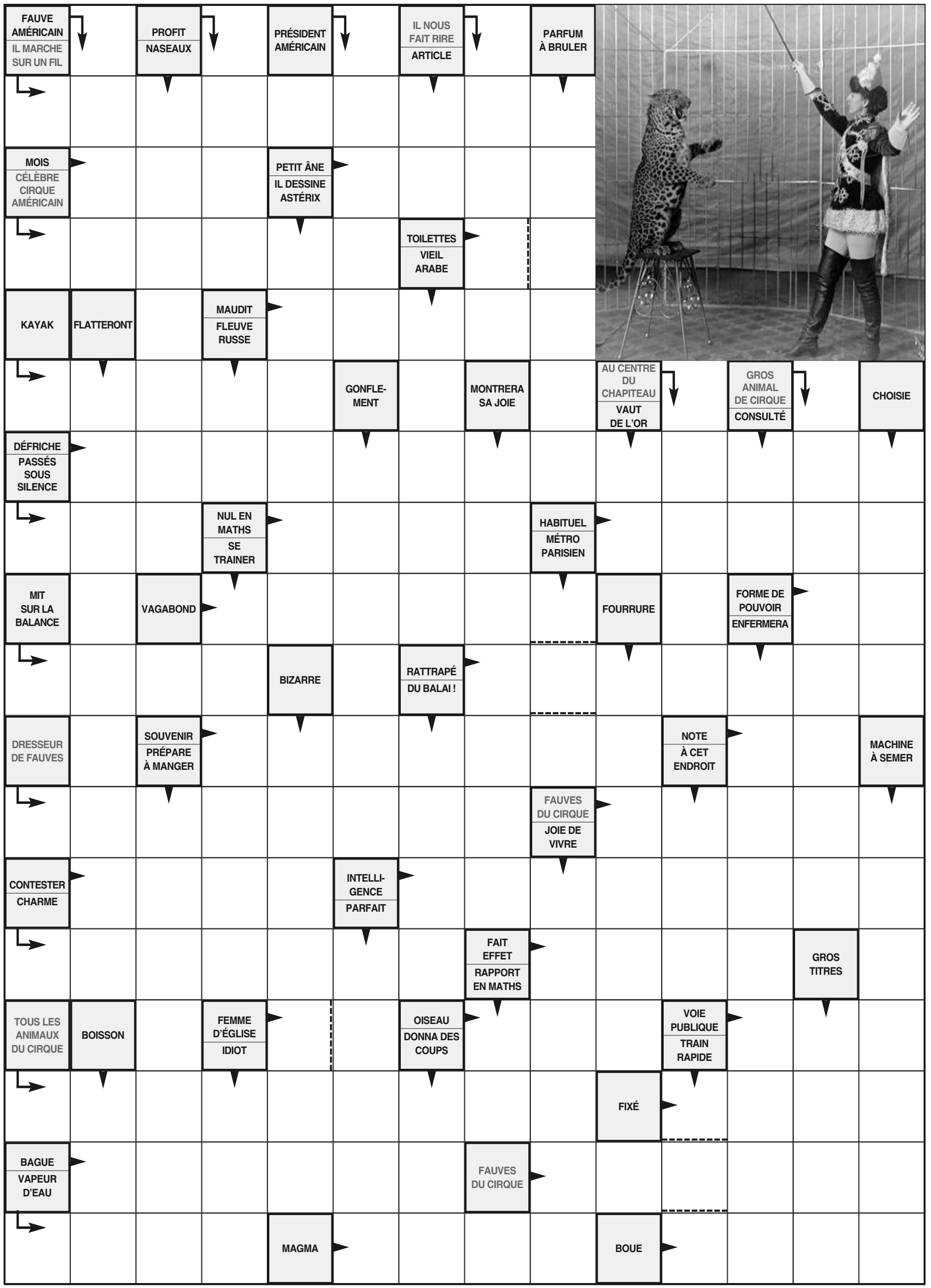
Ce dernier ne serait évidemment pas homologué pour la route, avec un prix qui pourrait grimper à plusieurs centaines de milliers, voire de millions de dollars. Si de tels propulseurs sont censés lui permettre de décoller du sol comme une voiture « volante », ils lui fourniraient surtout un effet de lévitation. Le public devra très certainement se tenir à plusieurs centaines de mètres, tandis que le véhicule serait aussi piloté à distance.

Pas de garantie

Le design du Roadster a évolué à plusieurs reprises. Un temps inspiré de la Lamborghini Countach, il aurait ensuite pris pour référence le SR-71 Blackbird, cet avion espion ultra rapide de Lockheed. Un prototype roulant, à portes papillon, aurait vu le jour en 2025.

Reste à voir si ce véhicule comblera la lassitude de ceux qui attendent encore leur voiture. Car certains réservataires emblématiques, à l'instar du YouTubeur MKBHD ou Sam Altman, patron d'OpenAI, ont fini par annuler leur commande. Pour l'heure, le signe le plus tangible d'avancée reste le dépôt de nouvelles marques liées au Roadster au mois de mai. Mais nous n'avons aucune garantie que la présentation aura bel et bien lieu ce mois-ci.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 17 août 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

CHINE

lancement avec succès d'un groupe de satellites Internet à l'aide d'une fusée Longue Marche-12

La Chine a lancé avec un nouveau groupe de satellites Internet en orbite depuis un site de lancement commercial de vaisseaux spatiaux dans la province insulaire de Hainan, dans le sud du pays, a rapporté dimanche l'agence de presse Chine-Nouvelle. Ce 24e groupe de satellites Internet en orbite terrestre basse a décollé à bord d'une fusée porteuse Longue Marche-12 à 12H10 (heure locale). Les satellites sont entrés avec succès sur les orbites prédéfinies.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

13 morts et 285 blessés en 24 heures

Treize (13) personnes ont trouvé la mort et 285 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Naâma, avec 6 morts et 48 blessés dans deux accidents distincts de renversement de bus de transport de voyageurs dans la daïra de Ain Sefra, selon le communiqué, précisant que le premier accident est survenu sur la RN 47, faisant 17 blessés et le deuxième sur la RN 6 où 6 morts et 31 blessés ont été déplorés.
S'agissant du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 1169 interventions et procédé au sauvetage de 841 personnes de la noyade et prodigué des soins de première urgence à 280 autres, déplorant toutefois le décès par noyade de deux personnes, respectivement dans les wilayas de Tizi Ouzou (plage interdite à la baignade à Tigzirt) et de Blida (bassin d'eau destiné à l'irrigation).
Par ailleurs, l'intervention des secours de la Protection civile a permis l'extinction de 3 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger et Jijel, sans enregistrer de pertes humaines, alors que le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte a procédé à l'extinction de 23 incendies du couvert végétal, à travers plusieurs wilayas.
Concernant le bilan des interventions de la Protection civile liées aux intempéries ayant touché les wilayas de Constantine, Guelma, Tébessa, Tamanrasset et Khenchela, plusieurs opérations d'épuisement des eaux pluviales ont été effectuées au niveau des édifices et de plusieurs quartiers, alors qu'à Tamanrasset, cinq personnes bloquées à bord de leurs véhicules dans un oued, ont été sauvées.

APS

FORAGE « KAFRA SUD-EST 1 »

L'Algérie détient une participation de 50 % dans le projet

Par S. R.

L'Algérie détient une participation de 50 % dans le projet pétrolier de Kafra, au Niger, aux côtés de la société nigérienne Sonidep. Cette participation, qui s'inscrit dans le cadre d'une coopération énergétique de longue date entre les deux pays, se traduit aujourd'hui par le lancement du forage d'un puits d'exploration supplémentaire. Cette répartition à parts égales découle des accords de partage de production conclus entre les deux parties, dont le plus récent a été signé en février 2022 entre Sonatrach et Sonidep, en renouvellement d'un premier contrat établi en 2015.
Le bloc de Kafra s'étend sur une superficie de 23 737 km², dans la région d'Agadez, au nord du Niger, à seulement 85 kilomètres de la frontière sud de l'Algérie. Cette proximité géographique renforce la dimension transfrontalière du projet. Le bloc jouxte d'ailleurs celui de Tafassasset, situé en territoire algérien et également exploité par Sonatrach. La présence de la compagnie algérienne dans la région ne date pas d'hier. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », Sonatrach avait obtenu une licence de prospection dans la zone de Kafra dès 2005, avant de formaliser un contrat de partage de production en 2015. Deux découvertes pétrolières ont depuis été réalisées dans le bloc, en 2018 et 2019, avec des réserves cumulées dépassant 568 millions de barils.
C'est dans la continuité de ce partenariat que le Premier ministre Sifi Ghrieb a présidé, jeudi dernier, aux côtés de son homologue nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine, le lancement officiel des travaux de forage du puits « Kafra Sud-Est 1 », sur mandat du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce nouveau puits doit permettre d'approfondir les connaissances sur le potentiel pétrolier de la zone, préalable à d'éventuelles phases de développement et de production. Le Premier ministre a souligné que la coopération entre Sonatrach et Sonidep ne se limite pas à l'exploration et à la production, mais couvre également le forage, le raffinage, la pétrochimie, la distribution et la commercialisation des produits pétroliers, ainsi que la formation et le transfert de technologie. Il a également évoqué l'accompagnement apporté par Sonatrach à Sonidep dans la commercialisation du pétrole brut, ainsi que les efforts engagés pour renforcer les compétences et les capacités de négociation des équipes nigériennes. Sur le plan technique, la réalisation du puits « Kafra Sud-Est 1 » a nécessité un important effort logistique de la part de l'Algérie. L'entreprise nationale de forage Enafor, filiale de Sonatrach, a ainsi acheminé sa plateforme ENF-13, d'une puissance de 2 000 chevaux, depuis la région de Hassi Messaoud jusqu'au site nigérien, sur plus de 2 000 kilomètres, à travers un terrain difficile et dans des conditions climatiques exigeantes. Pour le Niger, la valorisation du gisement de Kafra pourrait se traduire par une hausse significative de la production nationale, de l'ordre de 90 000 barils par jour supplémentaires, portant le total à 110 000 b/j. Cet objectif reste toutefois conditionné aux résultats du nouveau puits d'exploration, qui devront déterminer la faisabilité et les conditions d'un passage aux phases de développement et de production.

AIFF 2026

L'appel à films prolongé au 15 septembre

Sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, le Festival International du Film d'Alger annonce la prolongation de la date limite de soumission des films pour sa 13e édition, qui se tiendra du 5 au 12 décembre 2026 à Alger.
Afin de permettre à un plus grand nombre de cinéastes de finaliser leurs inscriptions, et en réponse aux nombreuses sollicitations reçues, la date limite de dépôt des films est désormais fixée au 15 septembre 2026 à 23h59, heure d'Alger. Dans sa volonté de promouvoir la diversité cinématographique et d'offrir une tribune aux regards novateurs, le Festival enrichit par ailleurs sa compétition officielle avec la création d'une nouvelle section, baptisée « Découverte ». Ouverte à tous les genres — fiction, documentaire, animation et expérimental — cette nouvelle catégorie a pour vocation de mettre en lumière les nouveaux talents du septième art et de faire émerger des écritures et des regards singuliers, contribuant ainsi à la richesse et au renouvellement de la programmation.
L'inscription reste entièrement gratuite et s'effectue via la plateforme FilmFreeway ou sur le site officiel du Festival. Les critères d'éligibilité, notamment ceux relatifs à la durée et aux dates de production, ainsi que les modalités techniques de soumission restent inchangés. Les cinéastes, professionnels et ayants droit sont invités à consulter le règlement complet, désormais mis à jour sur le site officiel du Festival. À travers cette nouvelle édition, le Festival réaffirme son ambition de proposer une programmation ouverte sur les mémoires collectives, les identités en mouvement et les luttes contemporaines, et se réjouit de découvrir les œuvres qui viendront composer sa 13e édition.

Communiqué

PALESTINE OCCUPÉE

Le déficit en eau dépasse 70% dans la bande de Ghaza

La bande de Ghaza connaît un déficit en eau dépassant 70%, alors que les habitants et les déplacés continuent de subir les conséquences d'une forte vague de chaleur, dans des conditions humanitaires et environnementales difficiles, en raison de l'agression sioniste continue contre la bande de Ghaza, selon des sources palestiniennes.
Cité par des médias palestiniens, le porte-parole de la municipalité de Ghaza, Hosni Mehanna, a indiqué dimanche que les besoins quotidiens de la bande de Ghaza en eau étaient estimés à quelque 100.000 mètres cubes, alors que seuls 15.000 à 20.000 mètres cubes sont disponibles, même dans les meilleures conditions. Les quantités disponibles ne représentent ainsi qu'environ 20% des besoins.
Il a expliqué que la vague de chaleur aggravait les souffrances des habitants et des déplacés, dont beaucoup vivent dans des tentes dépourvues d'isolation et de ventilation adéquates, dans un contexte marqué également par la pénurie d'eau, les coupures d'électricité et la dégradation des services essentiels.
M. Mehanna a ajouté que les besoins en eau augmentaient considérablement durant la période estivale, non seulement pour la consommation, mais également pour l'hygiène personnelle et le nettoyage des lieux d'hébergement, accentuant ainsi les pressions sur la population en raison des quantités limitées disponibles.
Le porte-parole de la municipalité de Ghaza a enfin lancé un appel urgent aux institutions internationales et onusiennes, aux organisations humanitaires et aux donateurs, les exhortant à intervenir immédiatement et à faire pression sur les autorités d'occupation sionistes afin d'ouvrir les points de passage aux besoins humanitaires et de secours, et de mettre en place un pont humanitaire urgent et durable vers la bande de Ghaza, qui ne se limite pas à l'acheminement de denrées alimentaires et de médicaments, mais englobe également les équipements nécessaires au fonctionnement et au rétablissement des services essentiels.

APS